

**l'éditorial  
d'Arlette  
Laguiller**

**en page 3**

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**

**LUTTE**  
**OUVRIÈRE**  
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1734 - 12 octobre 2001 - prix : 9F

# Afghanistan

**La guerre  
de Bush, Blair,  
Chirac, Jospin,  
n'est pas  
notre guerre**



**Toulouse:**

**TotalFinaElf doit payer!**

**(page 7)**



## SOMMAIRE

### Afghanistan

- 4 - Une intervention odieuse
  - La prétendue aide humanitaire
- 5 - Non à l'intervention impérialiste
  - L'attitude du PCF

### Leur société

- 6 - Sécurité: l'Etat et les patrons
- 7 - Toulouse (Cité du Parc): les habitants s'organisent
  - Erika: la responsabilité de TotalFinaElf

### Tribune

- 6 - Gaaarde-à-vous!

### Dans les entreprises

- 8/9 - Les 35h dans les hôpitaux publics
  - Moulinex (Cormelles-le-Royal - Caen)
  - Nestlé (Beauvais)
- 10 - Chantiers de l'Atlantique (Saint-Nazaire)
  - SNCF Paris Sud-Est
  - Groupe Mornay: en grève
- 11 - Renault (Flins - Yvelines): grève contre les suppressions de postes
- 12/13 - La Poste: un sous-effectif chronique
  - Paris - Rochechouart (9<sup>e</sup> arrondissement)
  - Paris 17
  - Jarrie (Isère)

### Le 17 octobre 1961 à Paris

- 14/15 - Le massacre de 1961
  - Rassemblement mercredi 17 octobre
  - A lire sur le sujet
  - Exposition et films au Forum des Images - Les Halles à Paris

### Films

- 15 - *No man's land*, de Danis Tanovic
  - *La chambre des officiers*, de François Dupeyron

### Europe

- 16 - Au Parlement européen de Strasbourg
  - La condition ouvrière en Europe

# Actionnaires UNE SOCIÉTÉ À IRRESPONSABILITÉ ILLIMITÉE

La faillite d'une entreprise, ce n'est pas celle de ses propriétaires et actionnaires. L'actualité en fournit de nombreux exemples. Moulinex-Brandt est en redressement judiciaire et les repreneurs sont en train de se partager ses débris. Mais le trust ELFI dont il dépend n'est nullement en difficulté.

En même temps que celui-ci rachetait Moulinex fin 2000 pour le fusionner avec Brandt, il versait à ses actionnaires un dividende de 800 millions de francs. C'est l'équivalent du «trou» de 853 millions qui a servi à justifier le plan de licenciements et la mise en redressement judiciaire. Mais personne ne réclame que les actionnaires rendent l'argent.

De même, la compagnie aérienne suisse Swissair est quasiment en faillite depuis le 2 octobre, avec près de 12 milliards d'euros de dettes. Mais ces dettes proviennent d'une série de prises de participations dans diverses compagnies aériennes, parmi lesquelles Sabena en Belgique et Air Lib en France. Toutes ces compagnies sont aujourd'hui elles aussi en péril. Qu'est-ce que cela a rapporté aux actionnaires anonymes de Swissair, capitalistes individuels et groupes financiers, on l'ignore. Le groupe est en train d'être démantelé, et il y a sans doute des morceaux juteux à prendre. Mais pour les salariés, ce seront sans doute des milliers, sinon des dizaines de milliers de licenciements.

Une des justifications avancées pour les avantages de tous ordres que les bourgeois retirent de leurs entreprises, c'est qu'ils y investiraient leur travail et leur fortune. Leurs profits récompenseraient leur peine et les risques financiers qu'ils courent. En fait, depuis longtemps, les grands bourgeois ont réussi à protéger leur fortune des risques

économiques et financiers liés aux fluctuations du marché. Les actionnaires-proprétaires ne risquent dans l'entreprise que l'argent qu'ils y ont investi. Ils ne peuvent pas perdre davantage. La faillite éventuelle ne peut en particulier affecter tout ce que leurs profits leur ont permis d'acheter: immeubles, propriétés, bijoux, tableaux, actions d'autres entreprises. Seuls les artisans ou les petits entrepreneurs nominalement propriétaires de leur entreprise peuvent se trouver ruinés en cas de faillite, car eux sont responsables sur l'ensemble de leurs biens.

Mais, pour les actionnaires des sociétés anonymes, le système fonctionne presque à l'inverse. Les actionnaires se moquent de mener l'entreprise à sa ruine. Ils veulent tirer le maximum des actions qu'ils achètent. Souvent même ils ne font que spéculer sur la cotation de ces actions: leur seul but est de les revendre rapidement, plus cher qu'ils ne les ont achetées. Dans ce cas, non seulement la production mais même les dividendes ne sont qu'accessoires.

Les actionnaires, ceux qui possèdent la majorité des actions, c'est-à-dire ceux qui décident, sont souvent prêts à mettre en danger l'avenir ou même l'existence immédiate de l'entreprise et de ses productions, au détriment de l'emploi.

Pourquoi se gêneraient-ils puisque la loi ne permet pas qu'on prenne sur leur richesse, au-delà des actions qu'ils possèdent, s'ils ne s'en sont pas délestés avant la faillite. C'est pourquoi il faudrait au minimum imposer que les capitalistes soient responsables sur leurs biens personnels de la casse qu'ils provoquent.

Vincent GELAS

# Réunions publiques avec Arlette LAGUILLER

## • PARIS

Vendredi 12 octobre  
à 20h30

Théâtre de la MUTUALITÉ  
24, rue Saint-Victor, Paris 5<sup>e</sup>  
Métro: Maubert-Mutualité

## • SAINT-QUENTIN (Aisne)

Mardi 16 octobre  
à 20h  
Salle Verdun,  
3, boulevard Verdun

## • RENNES

Jeudi 18 octobre  
à 20h30  
Salle de la Cité  
Rue Saint-Louis

## • TOURS

Vendredi 19 octobre  
à 20h30  
Salle polyvalente des Halles  
Place Gaston-Pailhou

## • LILLE

Lundi 29 octobre  
à 20h  
Salle du Gymnase  
Place Sébastopol

## • BORDEAUX

Mercredi 7 novembre  
à 20h30  
Athénée Municipal  
Place Saint-Christoly

## • LE MANS

Vendredi 9 novembre  
à 20h30  
Palais des Congrès  
et de la Culture  
Rue d'Arcole

## • BESANÇON

Mardi 13 novembre  
à 20h30  
Petit Kursaal  
(derrière le théâtre)

## LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste (trotskyiste) qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de *Lutte Ouvrière*, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à:

LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

LUTTE OUVRIÈRE SUR INTERNET

<http://www.lutte-ouvriere.org> e-mail: [journal@lutte-ouvriere.org](mailto:journal@lutte-ouvriere.org)

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 Tél 01 44 83 08 93 est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970. Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Smuliewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. Tirage: 13200 exemplaires. Composition: [Et Associés]. Impression: Poto de l'Île-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil - 0148142165. Commission paritaire des publications n° 64 995.

**SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE!** Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à: Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à: LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti "Lutte Ouvrière" conformément à la loi. Ce chèque est libellé à recevoir les fonds de personnes identifiées, et que tout don de plus de 1000 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

## ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale 1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
- Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
- Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sds pli fermé: tarifs sur demande

## BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM: .....  
 PRÉNOM: .....  
 ADRESSE: .....  
 CODE POSTAL et VILLE: .....  
 COMPLÉMENT D'ADRESSE: .....  
 Je m'abonne à: **LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de: .....  
 (rayer la mention inutile).  
 Ci-joint la somme de: .....  
 Règlement:  
 - par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,  
 - par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

## L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Éditorial des bulletins  
d'entreprise du 8 octobre 2001

# LA GUERRE DE BUSH, BLAIR, CHIRAC, JOSPIN N'EST PAS NOTRE GUERRE

Le président américain George Bush, de connivence avec Tony Blair, Premier ministre socialiste d'Angleterre, et avec l'assentiment complice des dirigeants politiques français, a donc décidé le bombardement des principales villes d'Afghanistan. Ce serait, prétendent-ils, en riposte aux attentats de New York et de Washington. Comme si l'on pouvait effacer l'horreur des massacres de civils américains, qui n'étaient en rien responsables de la politique de leurs dirigeants, par d'autres massacres de civils, afghans cette fois, qui eux non plus ne sont pour rien dans les attentats terroristes, ni même dans l'aide que le régime des taliban accorde à Ben Laden.

Il ne faudrait pas oublier, d'ailleurs, que ces taliban et ce Ben Laden, que les grandes puissances montrent aujourd'hui du doigt, ont été portés au pouvoir avec l'aide des dirigeants américains. Et en parfaite connaissance de cause, sans ignorer qu'ils seraient des geôliers et des bourreaux du peuple afghan, des femmes afghanes, mais aussi de tous ceux qui, dans ce pays, oseraient refuser de s'incliner devant l'obscurantisme.

On nous dit que les frappes américano-anglaises seront ciblées, « chirurgicales ». On a pu voir ce que ce terme recouvrait lors de la guerre du Golfe, contre l'Irak : une population civile victime des armes des grandes puissances, de coûteux engins sophistiqués permettant de bombarder à des milliers de mètres

d'altitude ou de lancer des missiles à partir de bases situées à des milliers de kilomètres de leur cible. Et si ce n'est pas exactement la cible, on appelle cela les « risques collatéraux ».

On sait aussi le résultat de ces bombardements en Irak : le dictateur Saddam Hussein est toujours en place, son armée aussi. Mais des centaines de milliers d'enfants, de femmes et d'hommes sont morts sous les bombes, sans même parler de tous ceux morts par la suite, victimes du blocus imposé par les grandes puissances.

Avant même les frappes américano-britanniques, la population afghane était déjà victime des menaces américaines. Des cohortes d'enfants, de femmes, de vieillards ont dû fuir la menace des bombardements et tenter de rejoindre les centaines de milliers de leurs compatriotes, dans des camps où ils s'entassaient depuis des années, fuyant la misère et la famine qui règnent chez eux, sans que les grandes puissances s'en soient jusqu'à présent souciées.

En même temps qu'il envoie des bombes, Bush a le cynisme de parachuter quelques tonnes de vivres, qui permettront quelques-uns de survivre, quelques jours, quelques semaines. Et Chirac qui ose promettre, pour après les bombardements, de « tout faire (...) pour le développement de l'Afghanistan » !

Les dirigeants impérialistes prétendent défendre la liberté et la démocratie, alors

qu'ils s'appuient aujourd'hui sur des chefs de bande rivaux des taliban, qui ne sont pas plus démocrates ni respectueux des libertés que ces derniers.

Ils prétendent, par leur intervention, agir pour éradiquer le terrorisme. C'est le contraire ! Avec leurs bombardements, les dirigeants des pays impérialistes ne font qu'aggraver la coupure entre les pays dits riches – ces pays où l'on trouve des milliards aussi riches, voire bien plus riches qu'un Ben Laden et bien plus puissants que lui – et les pays où la misère la plus profonde est le lot de la majorité de la population. Rappelons-nous que la France est un des premiers marchands d'armes.

Non, la guerre dans laquelle veulent nous engager les Bush, Blair, Jospin et Chirac n'est pas notre guerre. Elle est dirigée contre les peuples. Contre le peuple d'Afghanistan, d'Irak, de Palestine et, plus généralement, contre tous les peuples des pays pauvres qu'on maintient dans la misère et l'oppression. Mais les travailleurs d'ici en subiront eux aussi les effets, ne serait-ce qu'à cause de l'accroissement de l'insécurité.

Il faut refuser d'emboîter le pas aux Bush, Blair, Chirac, Jospin et autres va-t-en-guerre qui, en bombardant, ne feront que creuser un peu plus le fossé de sang entre peuples !

Arlette LAGUILLER

## 16 octobre

### UNE RIPOSTE PLUS QUE JAMAIS NÉCESSAIRE !

La CGT, FO, la CGC et la CFTC appellent à une journée d'action, le mardi 16 octobre. Dans le contexte, les « problèmes sociaux demeurent, les revendications aussi » ont déclaré les quatre confédérations syndicales. Les fédérations de fonctionnaires CGT, FO et FSU s'y joignent également et appellent à « impulser les initiatives nécessaires à une participation massive » à cette journée. Seule la CFDT a refusé de se joindre à cette initiative car, a-t-elle déclaré, « il ne nous semble pas que cette initiative soit une réponse appropriée au contexte difficile que nous connaissons actuellement ». Le « contexte difficile » n'a cependant pas empêché les patrons de continuer leurs attaques contre les travailleurs, bien au contraire !

Les quatre syndicats qui appellent à la journée du 16 octobre ont déclaré

qu'il fallait « mettre un coup d'arrêt à la dégradation de la situation sociale ». Les revendications mises en avant sont l'augmentation des salaires, des retraites, des minima sociaux et des allocations, ainsi qu'une « consolidation du système de protection sociale collective ». Ce sont des questions importantes. Manque cependant l'essentiel.

Face aux « suppressions d'emplois et à l'extension de la précarité », les directions syndicales réclament de « nouvelles garanties » et des « mesures de relance en faveur de l'emploi et de la consommation » qu'il faudrait obtenir du gouvernement. Le 16 octobre sera en effet le jour de l'ouverture des débats sur le projet de budget 2002.

Mais que peut bien signifier cette exigence vague de « garanties », de « mesures de relance » ? De véritables

« mesures de relance » pour l'emploi pourraient être de donner l'exemple en embauchant massivement dans les services publics. Une « garantie » tangible que le gouvernement pourrait donner aux travailleurs serait de proposer une loi qui interdise les licenciements. Mais ce n'est pas cela que les dirigeants syndicaux entendent par mesures de relance et nouvelles garanties. Le gouvernement a fait voter une loi dite de « modernisation sociale » qui, au mieux, pourrait retarder de quelques semaines un plan de licenciements et Guigou envisage la création de 30 000 CES, c'est-à-dire encore des emplois précaires sous-payés. Les objectifs fixés par les dirigeants syndicaux apparaissent bien timorés par rapport à ce qu'exige la situation.

Quant aux formes d'action propo-

sées pour cette journée, elles restent très vagues, à quelques jours de l'échéance. L'appel prévoit qu'elles seront « diverses » selon les entreprises et les départements, débrayages, manifestations, etc. Quelques syndicats comme ceux des cheminots (CGC exceptée) ont cependant annoncé qu'ils appelleraient à une grève de 24 heures.

Une seule journée d'action ne peut bien évidemment changer le rapport de force. Mais elle pourrait néanmoins être un moyen de redonner confiance aux travailleurs et aux militants ouvriers, et aussi de se préparer à d'autres étapes de la lutte. C'est pourquoi il serait important de toute façon que le monde du travail montre sa colère, dans la rue, tous ensemble.

Aline RETESSE



## UNE INTERVENTION ODIIEUSE, ET QUI NE PEUT RIEN RÉGLER

■ Au lendemain du début des bombardements américains sur l'Afghanistan, les manifestations au Pakistan, mais aussi à Gaza ou au Caire, témoignent des tensions que l'intervention impérialiste pourrait entraîner dans nombre de pays arabes et musulmans.

Au Pakistan, toutes les grandes villes du pays ont été, lundi 8 octobre, le théâtre de violentes manifestations, qui se sont heurtées aux charges policières et aux tirs de grenades lacrymogènes et parfois de balles réelles. A Quetta notamment, grande ville pakistanaise proche de la frontière afghane, des manifestants ont mis à sac des banques, une galerie marchande, incendié des véhicules de la police. Les organisations intégristes islamistes qui ont pris la tête des manifestations aux cris de « à mort Bush ! » et « vive Ben Laden ! » répondent de toute évidence à une émotion de l'opinion, choquée par le bombardement du pays voisin et par le fait que le gouvernement pakistanais ait pris le parti de la coalition constituée autour des Etats-Unis.

Mais c'est à Gaza, en territoire autonome palestinien, que la situation s'est révélée la plus tendue. Des manifestants, souvent très jeunes, cherchant à rejoindre le bâtiment du Conseil législatif palestinien pour protester contre la prise de position d'Arafat en faveur de la coalition occidentale, ont essuyé les tirs de la police palestinienne. Celle-ci a fait deux morts, deux jeunes Palestiniens de 13 et 21 ans.

C'est la première fois que la police de l'Autorité palestinienne a ainsi fait couler le sang dans sa propre population, et ce fait ne peut qu'accentuer encore l'isolement d'Arafat. Alors que chaque jour Sharon et l'armée israélienne multiplient les provocations à l'égard des Palestiniens, les concessions faites par celui-ci apparaissent comme des concessions gratuites à l'occupant israélien et à son protecteur américain, sans que ni l'un ni l'autre ne reconnaissent en quoi que ce soit les droits des Palestiniens.

### DES SENTIMENTS NOURRIS PAR LA MISÈRE

Les sentiments anti-américains qui existent dans une grande partie des pays du Tiers Monde, et en particulier au Moyen-Orient, ne reposent pas sur rien. Ils s'enracinent dans la misère croissante, dans l'exploitation éhontée de l'économie et des populations par les trusts occidentaux ou leurs représentants. Mais ils se nourrissent aussi de la désormais longue histoire des interventions impérialistes, du rôle joué par les

armées occidentales au Liban, ou lors de la guerre du Golfe, du débarquement en Somalie ou par exemple du bombardement d'une usine par les avions américains au Soudan, en 1998.

Et puis aussi et surtout, chaque jour les populations du Moyen-Orient peuvent voir le traitement infligé par l'armée israélienne à tout un peuple, le peuple palestinien, spolié, réprimé, humilié, à qui cette armée d'occupation protégée par les Etats-Unis continue de nier le droit le plus élémentaire à une existence nationale et qu'elle plonge chaque jour un peu plus dans le désespoir.

« L'ennemi public n° 1 » désigné par les dirigeants des Etats-Unis, Oussama Ben Laden, a su choisir le début des bombardements américains, dimanche 7 octobre, pour sortir de sa réserve et revendiquer à sa façon les attentats du 11 septembre. Se félicitant que ce jour-là « Dieu ait dirigé les pas d'un groupe de musulmans qui a détruit l'Amérique », déclarant que « ce que l'Amérique endure ne constitue qu'une infime partie de ce que nous (les musulmans) endurons depuis des dizaines d'années », constatant que « les enfants innocents sont jusqu'à aujourd'hui tués en Irak injustement sans que les dirigeants et sultans (arabes) ne bougent », il a conclu en jurant « par Dieu », « que l'Amérique ne connaîtra plus jamais la sécurité

avant que la Palestine ne la connaisse ».

Peu importe de savoir s'il existe ou non un lien entre Ben Laden et certaines organisations, palestiniennes ou autres. L'important est qu'il ait pu s'appuyer sur des sentiments, sur une haine et un désespoir que partagent une grande partie des masses populaires du Moyen-Orient et d'ailleurs. C'est parce que ces sentiments existent que des aventuriers comme lui, qui au départ n'étaient que des créatures de l'impérialisme, ayant bénéficié des fonds et des aides de services occidentaux, peuvent aujourd'hui se dresser contre les Etats-Unis et trouver un soutien populaire.

### UNE INTERVENTION SANS ISSUE

Alors, même si l'intervention américaine réussit finalement à mettre hors d'état de nuire un Ben Laden, elle ne fera qu'accroître encore ces sentiments, que semer un peu plus de ressentiment dans les masses, que donner encore un peu plus de possibilités à des groupes intégristes islamistes comme celui de Ben Laden ou comme d'autres de se présenter comme leurs uniques défenseurs et comme les seuls combattants décidés à se battre contre l'injustice dont elles sont victimes. Cela peut aboutir à l'écroulement de régimes comme le régime pakis-

tanais, voire même celui de l'Arabie saoudite où le régime égyptien, compromis par leur alliance avec les Etats-Unis, et finalement déboucher sur une déstabilisation de toute la région.

En se livrant à leur démagogie, les groupes intégristes islamistes ne visent que leurs objectifs propres, qui sont de s'emparer du pouvoir ici ou là. Que ces fins, que cette démagogie religieuse, ne répondent aucunement aux besoins des masses pauvres, à leurs désirs de libération et d'émancipation, l'exemple du régime des taliban est là pour le montrer. Quant au mépris des masses dont fait preuve un Ben Laden, la méthode même choisie lors des attentats du 11 septembre, faisant des milliers de victimes n'ayant aucune responsabilité dans la politique du gouvernement américain, en est le témoignage. Si des intégristes comme lui ou d'autres s'emparent du pouvoir dans de nouveaux pays du Moyen-Orient, ce mépris se traduira par une nouvelle aggravation, un nouveau recul dans les conditions de vie des masses populaires de ces pays et l'accentuation de leur oppression.

Mais la principale responsabilité de cette situation, justement, n'appartient pas à ces intégristes. Ceux-ci ne font que tenter d'exploiter une situation créée par d'autres, et il ne suffira pas de mettre Ben Laden en prison pour

mettre fin. La principale responsabilité est celle du système de domination impérialiste, de cette misère, de ce dénuement dans lequel il enfonce une grande partie de la planète. Elle est celle de ses interventions militaires, de cet ordre mondial qu'il fait régner de la manière la plus cynique, en s'appuyant sur les forces les plus réactionnaires et les plus odieuses, quitte à chercher à abattre une de ses créatures quand celle-ci cherche à jouer son propre jeu.

Bush a promis au peuple américain une guerre longue contre le terrorisme. Elle risque d'être sans fin en effet, car défendre envers et contre tout la domination impérialiste aux quatre coins du monde peut signifier s'engluer dans une série d'interventions dont le seul résultat sera d'aggraver encore la situation et d'entraîner... d'autres interventions.

Et pour les masses déshéritées des pays pauvres, mais aussi pour les travailleurs, pour la population des pays plus riches d'Europe et d'Amérique, il ne peut y avoir d'autre issue, d'autre perspective, que de mettre fin à une organisation économique qui engendre une injustice insoutenable pour la grande majorité de l'humanité et qui, pour survivre, ajoute à cette démente économique la folie furieuse des bombardements, de la guerre et des massacres.

André FRY

## La prétendue aide « humanitaire »

Tout en annonçant l'intervention militaire en Afghanistan, Bush a déclaré que les Etats-Unis continueraient à distribuer une « aide humanitaire ». Comme si son gouvernement se préoccupait du sort de la population sur laquelle il envoie des bombes !

Le 4 octobre, il avait chiffré à 320 millions de dollars les crédits « humanitaires ». Le lendemain, un projet de loi déposé au Congrès américain prévoyait de débloquent jusqu'à 300 millions de dollars, mais cette fois comme aide militaire aux « organisations de résistance afghane qui combattent pour renverser les taliban ». Ainsi, la première puis-

sance américaine sortait d'une poche 16 dollars par habitant (environ 110 francs) d'aide humanitaire tandis que de l'autre elle déboursait de quoi équiper 12 000 à 15 000 combattants de l'Alliance du Nord, qui se pose en rivale des taliban pour imposer sa dictature à la population.

Ce procédé est monnaie courante pour l'impérialisme américain ; il l'avait déjà appliqué notamment aux moudjahidines afghans (ancêtres des taliban) qu'il soutenait contre les troupes soviétiques. En 1990 encore, les 70 millions de dollars d'aide humanitaire américaine aux moudjahidines étaient beaucoup plus discrètement, près

de 300 millions de dollars leur étaient fournis en aide militaire.

Déjà, dans ce que certains appellent l'intervention « militaro-humanitaire », le côté duquel penchait la balance était visible. Et encore, c'était quelques jours avant le déclenchement des opérations militaires ouvertes. Maintenant, les bombardements, avec leur lot de morts, de blessés, de nouvelles vagues de réfugiés vont entraîner de nouvelles souffrances pour la population afghane. Seulement, Bush voudrait étouffer le cri des victimes en faisant croire qu'il se soucie de la population. « Malgré notre ferme opposition au régime des taliban, nous sommes des amis

du peuple afghan », a-t-il déclaré.

Mais, depuis quand l'impérialisme américain agit-il en « ami des peuples » ? Actuellement encore, la population irakienne subit de plein fouet toute l'inhumanité de l'impérialisme. Ceux qui ne sont pas morts dans les bombardements, qui d'ailleurs continuent encore, sont victimes, par centaines de milliers, de la malnutrition et du manque de médicaments engendrés par le blocus économique.

A.R.



# NON À L'INTERVENTION IMPÉRIALISTE!

**Dimanche 7 octobre, les forces américaines et britanniques ont commencé leurs bombardements sur l'Afghanistan. Plusieurs villes importantes en ont été les cibles, notamment Kaboul, Kandahar, Jalalabad et Hérat. Plusieurs vagues de bombardements ont déjà eu lieu, de nuit mais aussi de jour. Et tout indique dans les déclarations des dirigeants américains que cette vague de bombardements pourrait se prolonger.**

On retrouve le vocabulaire rodé pendant la guerre du Golfe, censé atténuer, en paroles, les conséquences de ces actes : on ne parle pas de bombardements mais de « frappes » ; des frappes qu'on n'ose plus nous dire « chirurgicales », après les centaines de milliers de morts irakiens de la guerre du Golfe, mais la situation reste sensiblement la même, puisqu'officiellement on prétend n'atteindre que des cibles strictement militaires.

Les dirigeants américains veulent que leur opinion publique reste favorable à l'intervention. C'est pourquoi c'est « silence radio » sur les horreurs de la guerre, qu'on nous expliquera peut-être des mois après la fin des opérations, comme après la guerre du Golfe.

Mais, images de la guerre ou pas, il n'est pas besoin d'être grand clerc pour comprendre qu'en bombardant les villes on ne peut que toucher d'une façon ou d'une autre des populations civiles, sur le plan matériel et humain.

Et cela pourrait empirer. Bush ne cesse de répéter que les bombardements vont se prolonger, qu'il faut se préparer à une action militaire de longue durée. Dans la journée de mardi 9 octobre, il n'était déjà plus seulement question de s'en prendre aux « terroristes » du réseau Ben Laden et au régime des taliban. Certains généraux américains parlaient de s'en prendre également à d'autres Etats voisins et notamment à l'Irak.

Ces « fuites » sur un possible élargissement de la guerre vers un pays déjà soumis depuis la fin de la guerre du Golfe à un blocus odieux et à des bombardements répétés, qui auraient déjà tués 1,5 million de personnes, indiquent que la prétendue « éradication du terrorisme » n'est finalement qu'un prétexte de plus pour les grandes puissances impérialistes qui veulent se saisir de l'occasion pour réaffirmer qu'elles sont les maîtresses du monde.

Si cette option d'un élargissement du conflit l'emportait,

la guerre qui vient de commencer en Afghanistan pourrait déboucher sur une déstabilisation de toute la région. Mais même si le conflit reste limité à l'Afghanistan, il entraînera un pourrissement supplémentaire de la situation de ce pays déjà épuisé par vingt-trois années de guerre contre la Russie et par la guerre civile, qui ont transformé des millions d'hommes et de femmes de paysans paisibles en réfugiés déracinés et affamés.

Car c'est bien ce qui s'est produit lors de toutes les interventions militaires impérialistes. Au Moyen-Orient, en Afrique, en Europe même avec le Kosovo, celles-ci ne règlent pas les conflits, elles les enveniment. Cherchant un appui sur place, elles le trouvent en armant des factions militaires, parfois de simples chefs de clans, plus réactionnaires les uns que les autres, contribuant à instaurer ou à renforcer des régimes dictatoriaux qui rançonnent la population et lui font subir leurs exactions. C'est d'ailleurs déjà ce qui se produit en Afghanistan, et qui a abouti

**Des dommages collatéraux pas pris en compte : l'exode des populations devant les bombardements**



à l'installation de la dictature des taliban ; une dictature payée par toute la population afghane, et en premier lieu par les femmes, et un terrible recul de leurs conditions d'existence.

L'actuelle intervention impérialiste signifie déjà de terribles souffrances pour la population afghane, qui déjà en a tant connues depuis vingt ans. Mais de plus, si elle se solde par l'effondrement du régime des taliban, ce sera sans doute pour la remplacer par la dictature d'autres islamistes – ceux de l'actuelle « Alliance du Nord » – qui ne vaudra pas mieux, voire par la poursuite de la guerre civile entre les diverses factions dans le pays. C'est-à-dire que ce sera une situation où les masses pauvres d'Afghanistan continueront de payer, encore et toujours, les conséquences des intrigues des puissances impérialistes. Sans même que cela puisse mettre fin au terrorisme que cette intervention est cen-

sée combattre, et qui n'est qu'un sous-produit de cette situation dramatique où le système impérialiste continue d'enfoncer une grande partie de la planète.

Alors les travailleurs conscients, ici, et ailleurs, doivent s'opposer de toutes leurs forces à cette nouvelle inter-

vention militaire impérialiste et dénoncer tous les politiciens vait-en-guerre qui donnent de la voix pour que la participation de l'impérialisme français dans cette nouvelle aventure soit la plus importante possible.

Jacques FONTENOY

Un certain nombre d'organisations, dont le PCF et la CGT, appellent à manifester contre l'intervention militaire en Afghanistan.

Lutte Ouvrière se joint à cette manifestation et appelle ses militants, ses sympathisants et ses amis à participer à cette

## MANIFESTATION À PARIS

Jeudi 11 Octobre  
à 18 heures

Place de la République

## Le PCF et l'intervention

Du PS à l'extrême droite, les partis politiques français ont dans leur grande majorité approuvé sans réserve l'intervention américaine en Afghanistan et tous admettent la participation de la France à ce déploiement de forces armées. Même Chevènement, qui avait prétexté un désaccord avec la guerre du Golfe pour quitter le gouvernement de l'époque, trouve cette fois l'intervention militaire « légitime ».

Quant aux déclarations des dirigeants du PCF, elles reflètent ses embarras. D'un côté, le PCF essaye de ne pas cautionner trop franchement les choix de l'impérialisme américain, mais il ne veut pas non plus rompre la solidarité qui le lie au gouvernement Jospin. Mettant en avant les risques d'« engrenages immaîtrisés », son secrétaire national Robert Hue avait réclamé que

« la représentation nationale soit informée et consultée ». Marie-George Buffet est allée dans le même sens en réclamant « un débat au Parlement, dès cette semaine ».

Ces demandes, bien peu audacieuses, ont été en partie exaucées par Jospin qui a déclaré que « si des décisions devaient être prises, le Parlement serait informé ». Mais il a prudemment refusé de demander à ce Parlement de voter sur ces décisions afin d'éviter aux composantes de sa majorité d'avoir à se prononcer. Et comme Jospin prétend refuser de « s'engager dans un engrenage incontrôlé », ce qui ne veut strictement rien dire, Hue s'en satisfait. Hue mais aussi Chevènement ou encore Mamère qui, dans un premier temps, avait fait mine de regimber.

Tout ce beau monde emboîte le pas à Jospin, qui lui-même

emboîte le pas à Bush.

Hue demande par ailleurs, dans les colonnes de *l'Humanité* du 8 octobre, « la convocation d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU », en prétextant que « toute action de riposte, surtout si elle implique l'usage de la force, ne peut être mise en oeuvre que dans le cadre et sous l'égide des Nations Unies ».

Mais en quoi le déploiement d'une force militaire sous couvert de l'ONU pourrait-il constituer une quelconque protection des populations afghanes ?

L'implication de l'ONU dans la plupart des conflits qui ont marqué ces cinquante dernières années prouve tout le contraire. De la Corée au Rwanda, en passant par l'ex-Congo belge, la Bosnie ou le Proche-Orient, à chaque fois les

troupes de l'ONU ont laissé faire ou couvert les massacres, quand elles n'y ont pas participé directement comme en Corée. Et elles ont contribué à mettre en place ou à maintenir des dictatures qui n'avaient rien à envier à celle des taliban. Dans tous les cas, l'ONU n'a jamais fait autre chose que d'imposer aux peuples les choix politiques et les intérêts de l'impérialisme, et plus particulièrement ceux de l'impérialisme américain.

Alors, en appeler à une intervention de l'ONU comme le fait Robert Hue, cela revient à demander aux dirigeants impérialistes, avant de bombarder et de massacrer, de bien vouloir se couvrir d'une feuille de vigne.

Roger MEYNIER



Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

## TRIBUNE

# GAAAARDE-À-VOUS!

Tony Blair en chef baroudeur, Chirac en treillis, Jospin rectifiant la position... tous nos jésuites et néanmoins moines soldats de l'Occident brandissent la bannière de la croisade du « bien contre le mal » et se rallient sinon au panache, du moins à la cravate rouge de Bush. Les opérations se mèneront sur une longue période. Nos forces participeront. Nous assumerons notre part... (Chirac). La France est engagée d'une façon qui peut s'accroître dans les prochains jours (Védrine, ministre des affaires étrangères).

Pour l'heure, le porte-avion Charles-de-Gaulle étant en rade, la France se contente d'ouvrir ses couloirs aériens aux avions américains et envoie sur place ses espions et barbouzes de la DGSE (qui sévissaient déjà aux côtés de la CIA auprès des « combattants de la liberté » du type Oussama Ben Laden en Afghanistan, en 1979, contre les Russes). Mais on fera mieux, très vite, on vous l'assure, dès qu'on nous le demandera, a déclaré en substance Alain Richard, ministre de la défense.

La semaine dernière, donc, Washington convoque l'Elysée, qui s'exécute. Conseil d'urgence à Paris en présence de Jospin et ministres concernés. Décision : oui aux requêtes américaines, dès qu'elles seront formulées officiellement. Et dimanche soir, c'est parti. Enfin, c'est reparti : comme en 91, contre le grand Satan Saddam Hussein, lui aussi ex intime de la CIA ; comme en 99, contre le grand Satan Milosevic (ex enfant chéri de l'Amérique...)

En 2001, il s'agit de Ben Laden, autre créature de la CIA, en attendant le prochain. Car pas d'inquiétude. Dans la galaxie de l'enfer soigneusement pavé par l'Occident impérialiste, Ben Laden aura lui-même moult successeurs. C'est qu'en un siècle, il y a eu du progrès. Les grandes puissances n'ont plus besoin d'ennemis héréditaires, elles ont trouvé le moyen de les cloner.

Soyons justes. Il y a tout de même une sorte d'exception française. Culturelle, cela va de soi. Avant de battre le rappel, serrer les rangs, boucler les médias et envoyer « nos p'tits gars » et nos avions de chasse sur l'Irak, le Kosovo ou l'Afghanistan, tout l'arc-en-ciel gouvernemental, para-gouvernemental et présidentiel ne s'est pas privé d'afficher ses cas de conscience. Et que la France ne va pas s'engager sur la voie d'un « alignement aveugle », et qu'elle ne va pas renoncer à sa « libre appréciation »

A chaque fois, même scénario, mêmes subtiles réserves verbales, mêmes préoccupations humanitaires, même volonté d'afficher son « libre arbitre »... avant le libre alignement sacré, donc, pour la « guerre chirurgicale », « les bombardements ciblés » ou « le devoir d'intervention humanitaire ». A chaque fois, histoire de prendre le temps de s'échauffer, mêmes questionnements shakespeariens : en être ou ne pas en être ? Le suspense dure quelques jours ou quelques semaines, puis on se lâche : on en sera !

En 1991, il y avait tout de même eu un héros du cas de conscience : Chevènement avait démissionné de son poste de ministre de la défense à l'annonce de la participation française. Cette fois, petit progrès. Chevènement n'est plus ministre, mais il participe à la mobilisation générale ! L'ordre républicain est sauf.

Huguette CHEVIREAU

Quant aux ministres de la gauche plurielle qui affichent par ailleurs leurs sentiments pacifistes ou « s'inquiètent » du sort des populations civiles, pas question de chipoter sur les choses sérieuses : aucune démission annoncée, ni chez les Verts (même si le député Noël Mamère dénonce « un acte de guerre contre le peuple afghan »), ni chez les communistes. L'Humanité parle bien de « busheries », mais Robert Hue veut que « la France (soit) solidaire et active dans cette action » sans « négliger... le recours à la force ». La ministre Marie-George Buffet, donc, s'aligne, tout en réclamant, courage suprême, un débat parlementaire ! Et Robert Hue en appelle à l'ONU. Vive « la lutte contre le terrorisme », en l'occurrence la guerre contre les Afghans, pourvu qu'elle « soit menée dans le respect du droit international et non sous l'égide des Etats-Unis » ! (déclaration de Robert Hue).

Le débat parlementaire, la « saisie » des Nations Unies, parlons-en : le 16 janvier 1991, quelques heures avant les premières frappes des « forces alliées », le premier ministre de l'époque, le socialiste Michel Rocard, avait engagé la responsabilité de son gouvernement devant le parlement et obtenu la confiance par 523 voix pour contre 43. Par ailleurs l'ONU avait donné son feu vert. Pour le Kosovo, Jospin avait peaufiné la procédure : il n'y avait pas eu de vote de confiance, mais trois interventions du premier ministre, suivies d'un débat. Débattrez toujours, exprimez-vous, le gouvernement enverra de toute façon ses bombardiers.

Les sales guerres des grandes puissances ont toujours eu la bénédiction de leurs parlements respectifs et des Nations Unies. Mais à gauche, il faut bien faire semblant. Alors courage, alignons-nous. Dans cette veine, le retournement de Chevènement fera peut-être école. En 1991 les députés communistes faisaient partie des 23 qui avaient voté contre l'intervention (avec les gaullistes et les chevènementistes). En 2001, vu les déclarations de Hue, les députés communistes ont toutes les raisons de voter pour... avec toutes les réserves voulues. En somme, Robert Hue participera sans doute du pied gauche aux manifestations contre la guerre, tout en acquiesçant du pied droit à l'intervention militaire, une posture devenue en tous les domaines une seconde nature à la direction du parti communiste.

En fait, c'est des Etats-Unis que nous vient une bouffée d'air respirable : dimanche, à l'heure même où Bush annonçait le début des attaques militaires sur l'Afghanistan, les manifestants anti-guerre se rassemblaient à New York, avec pour slogan *Not in our Name* (« Pas en notre nom »), pour défilé de la place qui tient également lieu de mémorial aux victimes des attentats du 11 septembre, jusqu'au Times Square, où s'est installé un bureau de recrutement de l'armée. Lundi, d'autres rassemblements ont eu lieu à New York, Boston, Chicago, Los Angeles, Seattle, Philadelphie, San Francisco et Washington. Visiblement, toute une partie de la jeunesse américaine ne se laisse pas enrôler, et c'est bon signe. Espérons qu'ici les manifestations prévues contre l'intervention militaire réussiront à faire écho aux protestations venues d'Amérique.

## Leur société

### Sécurité

# L'ÉTAT LAISSE LES MAINS LIBRES AUX PATRONS



1 200 tonnes d'ammonitrate entreposées près du centre de Saint-Malo sont chargées sur un navire. En cas d'incendie, tout explose...

Depuis l'explosion de l'usine AZF de Toulouse, les pouvoirs publics semblent montrer – montrer seulement – un peu plus d'intérêts pour les conditions de stockage du nitrate d'ammonium. Des inspections impromptues dans les usines ont révélé – un peu tard – que des stocks importants étaient entreposés au petit bonheur : ici à côté d'une cuve d'hydrocarbures, là dans un hangar non autorisé, ailleurs sur des palettes inflammables. On a découvert que des ports où les cargos déchargent régulièrement ce produit ne disposaient pas de bouches à incendie avec une pression suffisante. La presse a même rapporté quelques-uns de ces faits. Bref, pour une fois a été rendu public ce que les travailleurs savent d'expérience : pour les patrons la sécurité est le cadet de leurs soucis, et venir travailler dans une usine utilisant des produits dangereux signifie y risquer sa vie. Mais comme après chaque grande catastrophe, passée la période d'émotion, tout risque de retomber dans l'opacité la plus totale, laissant les mains libres aux industriels.

Car les hommes au pouvoir ne veulent à aucun prix exercer une contrainte sur les propriétaires d'usines, pas plus en matière de sécurité que dans les autres domaines. Depuis l'explosion de Toulouse, on nous rebat les oreilles avec la « directive Seveso », et même « Seveso 2 », soi-disant plus contraignante encore. Mais que prévoit l'application de cette fameuse directive européenne en France ? Simplement que les patrons des usines classées à haut risque doivent transmettre au préfet et aux services de l'État chargés de la sécurité industrielle, les DRIRE, la liste des substances dangereuses, et leur indiquer les risques d'accident majeur ainsi que la politique qu'ils entendent mettre en oeuvre en matière de prévention. Mise à part l'obligation d'accoucher de ces quelques documents, seul est prévu « l'objectif », une inspection annuelle de ces sites jugés à très hauts risques, sur la base des informations fournies par leur propriétaire. C'est cela, la règle-

mentation la plus « contraignante » en matière de sécurité ! Voilà ce qu'en Europe on a jugé le maximum à faire pour empêcher d'autres Seveso, cette ville italienne où en 1976 des dizaines de milliers de personnes avaient été intoxiquées par un nuage nocif émanant d'une usine. Et même ces vérifications homéopathiques ne peuvent être vraiment effectuées, faute d'un personnel en nombre suffisant. 870 fonctionnaires en tout et pour tout sont affectés au contrôle de 500 000 installations en France. Autant dire que ce contrôle est tout théorique, et se borne le plus souvent à la lecture des documents que l'entreprise daigne bien fournir et à quelques visites ayant bien peu de chances de porter sur les endroits vraiment dangereux. Au bout du compte, les propriétaires de ces entreprises stockant de véritables bombes sont moins étroitement surveillés que n'importe quel automobiliste, dont le véhicule doit subir un contrôle technique pour lequel on ne se contente pas de déclarations ! Et même en cas d'infraction, pas question d'obliger les patrons à régulariser la situation. La majorité des procès-verbaux transmis à la justice à l'issue d'une inspection où ont été constatés des manquements graves sont classés sans suite.

Autant dire que tous ceux qui veulent, après Toulouse, ne voir « plus jamais ça » ont tout intérêt à ne pas s'en remettre aux pouvoirs publics. Ce sont les travailleurs des usines dangereuses, la population des quartiers alentours, qui seuls peuvent contrôler ces assassins en puissance que sont les capitalistes, et les empêcher de nuire. A condition que les lois et les règlements leur laissent la liberté de tout révéler sans crainte de représailles. C'est cela aussi qu'il faut imposer : le contrôle oui, et le droit de rendre ses résultats publics. Cela serait bien plus efficace que des équipes de contrôleurs qui n'ont ni les moyens humains, ni la liberté de faire et de dire.

Daniel MESCLA

Le numéro 17 de Convergences Révolutionnaires est paru.  
Un dossier sur la santé malade du profit. Des articles : Contre le terrorisme, non à l'union sacrée. – Ou va le PCF ? – La vague des licenciements et le combat des Lu-Danone. – La démagogie sécuritaire. – La situation en Côte d'Ivoire.  
Pour se procurer ce numéro : 10 F. écrire à Lutte Ouvrière, pour la Fraction.  
Abonnement : un an 60 F. de soutien 100 F.



Toulouse

# Dans la cité du Parc APRÈS LA STUPEUR, LES HABITANTS COMMENCENT À S'ORGANISER

Après une semaine de stupeur où il a fallu panser ses plaies, réaliser l'ampleur des dégâts et commencer à s'organiser tant bien que mal pour survivre, les habitants de la zone sinistrée du Mirail ont commencé à s'organiser, et à faire entendre une voix discordante dans les concerts de compassion.

Quand on est condamné à vivre à trois familles dans une pièce d'un centre de loisirs, quand on survit dans un appartement dévasté, sans fenêtres, avec des murs branlants ou abattus, on ne supporte plus les discours exhortant à la patience, les promesses à délai indéfini, les colis de savon, de couches et de lait en poudre, et les entretiens avec les «cellules de crise» où on vous fait remplir dix fois la même fiche de renseignement.

Force a été de constater que rien n'avancait, et qu'il était temps de taper du poing sur la table. Ainsi à la cité du Parc, jeudi 4 octobre, une assemblée générale a réuni environ 90 habitants. Sur la question du relogement des habitants évacués, comme sur la question de la remise en état des appartements dévastés, mais habités, aucune des solutions proposées ne sont valides. Il est apparu à tout le monde que seuls les moyens de l'État - appliqués pour une fois dans l'intérêt de la population - pourraient vraiment résoudre ces difficultés majeures. La motion suivante, réclamant la réquisition, fut alors votée à l'unanimité des présents :

«Les habitants des bâtiments B1 et B2, évacués de leurs appartements ont un besoin urgent de retrouver de quoi se loger.

Les habitants des autres bâtiments vivent dans des appartements dévastés, et sans fenêtres.

Les procédures à l'amiable mises en place par les pouvoirs publics sont incapables de résoudre ces problèmes à court terme.

C'est pourquoi nous exigeons que l'État utilise ses moyens pour :

- la réquisition des appartements vides de Toulouse, et leur attribution aux sinistrés.

- la réquisition d'une entreprise de déménagement pour aider les relogés à déménager par les fenêtres avec une nacelle.

- la réquisition d'une entreprise de menuiserie alu et d'une vitrerie pour remplacer en urgence toutes les fenêtres et les vitres cassées.»

Ensuite la discussion porta sur les moyens à mettre en œuvre pour que les autorités répondent à l'urgence de la situation. Seule une occupation d'un bâtiment administratif par les sinistrés semblait une action à la hauteur de la situation, et sur les présents 39 personnes se déclarèrent prêtes à faire cette occupation, jour et nuit. Enfin il fut décidé que nous irions tous à la mairie de quartier le lendemain pour demander des comptes.

C'est donc à une trentaine que nous nous sommes présentés le vendredi en fin d'après-midi à la mairie de quartier. Contacté, le maire-adjoint promit alors de venir le plus vite possible rencontrer les habitants. En attendant nous nous installions, rejoints par une délégation de l'union locale CGT.

Au bout d'une heure, le maire-adjoint arriva, et après nous avoir entendu il nous expliqua ce que la mairie avait prévu pour nous. «Un décret de réquisition des logements a été pris par le préfet, et il va être bientôt appliqué...» nous affirma-t-il.

Ce n'est qu'au détour de phrases alambiquées que l'on comprit que cette réquisition ne s'ap-

pliquerait qu'aux logements vacants depuis plus de deux ans, et qu'il convenait donc de vérifier s'ils étaient en état... Quelqu'un fit alors remarquer qu'il suffisait de consulter les hebdomadaires gratuits de Toulouse, le 31 et *Publi-Toulouse*, pour avoir une liste actualisée d'appartements libres et... en état.

Le maire-adjoint s'engagea alors à ce que tous les gens hébergés dans les centres de loisirs aient un logement avant la fin de la semaine, ce que tout le monde a entendu... et saura rappeler à l'occasion!

Concernant les déménagements, il dit que la mairie étudiait la possibilité de transférer meubles et affaires personnelles chez un garde-meubles. Certes, mais maintenant il ne s'agit plus «d'étudier la possibilité, mais de FAIRE». Et pour l'instant, ce sont les habitants qui doivent louer des camions, et parfois se heurter à un refus de déménagement des CRS gardant l'immeuble.

Enfin pour les travaux, on apprit que vingt associations (!) avaient été mandatées pour passer dans les appartements faire des états des lieux. Vraisemblablement une mesure susceptible de rallonger les délais de quinze jours supplémentaires!

Les habitants prirent alors la parole et exprimèrent à leur façon, et avec leurs mots, leur ras-le-bol de la situation. Et là, le maire adjoint fut pris de court, les vieilles ficelles de la rhétorique s'avérant parfaitement inopérantes.

Puis les habitants se séparèrent, en se donnant rendez-vous pour une nouvelle réunion dimanche après-

midi, où malgré les difficultés de déplacement depuis les centres d'hébergement, ils se retrouvèrent encore à une soixantaine. Là, il fut décidé d'aller au conseil municipal exceptionnel convoqué par le maire Douste Blazy, le lundi matin à la mairie de Toulouse, et de retourner demander des comptes à la mairie de quartier, mardi en fin d'après-midi. La volonté de se faire entendre n'avait pas fléchi, beau-

coup se rendant compte que se battre et trouver des solidarités entre nous valait toutes les cellules de soutien psychologique du monde...

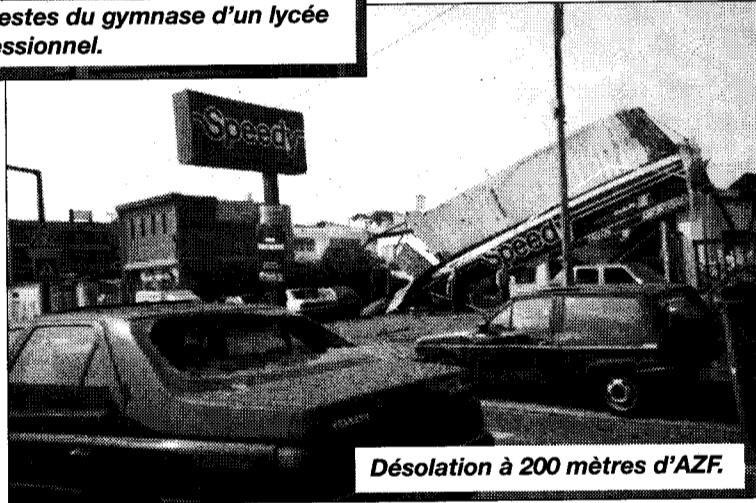
Lundi matin nous nous sommes donc retrouvés à la mairie du Capitole pour essayer de prendre la parole. Après bien des discours soporifiques, où la gauche a soigneusement évité de donner la parole aux sinistrés, le représentant de ceux-ci finit par s'emparer d'un micro pour raconter simplement la situation des habitants de la Cité du Parc, son urgence et sa gravité, et pour demander que les pouvoirs publics interviennent par la réquisition, selon les termes de la motion votée en assemblée générale.

Il fut écouté dans un silence de plomb par les conseillers municipaux... et chaleureusement applaudi par le public! Et, curieusement, le soir dans les centres d'hébergement, des bataillons de représentants de la mairie vinrent discuter avec les réfugiés pour les assurer qu'une solution rapide allait être trouvée, et tout le monde en a conclu que la mairie était inquiète, et que notre lutte commençait à payer.

Et ça ne fait que commencer!



Les restes du gymnase d'un lycée professionnel.



Désolation à 200 mètres d'AZF.

## Erika

# LA RESPONSABILITÉ DE TOTALFINAELF EST CONFIRMÉE

Un rapport d'expertise sur le naufrage de l'*Erika*, rédigé par un expert maritime à la demande du juge d'instruction, confirme les accusations portées contre le groupe TotalFinaElf sur sa responsabilité dans la catastrophe de l'*Erika*.

Le 12 décembre 1999, le naufrage de l'*Erika*, affrété par le groupe TotalFinaElf, provoquait une marée noire sur 400 km de côtes. TotalFinaElf nia d'abord toute responsabilité dans ce naufrage. En effet, les compagnies pétrolières n'affrètent plus directement leurs propres navires. Depuis les années quatre-vingts, elles confient leurs activités à des sociétés d'armement indépendantes, des sous-traitants

de la navigation, ce qui leur permet de diminuer les coûts du transport et de se dégager de toute responsabilité en cas de problèmes.

L'auteur du rapport accuse directement TotalFinaElf de ne pas avoir «intégré le contrôle de la sécurité et la prévention de la pollution». L'*Erika* était un navire très abîmé, rafistolé de partout. Il faut dire qu'il était vieux de 25 ans alors que la limite de vie d'un navire, au-delà de laquelle les risques d'incident en mer augmentent, est de 15 ans. Le rapport rend TotalFinaElf responsable d'avoir autorisé l'*Erika* à naviguer. De plus, «l'audit d'agrément» était «insuffisant», TotalFinaElf n'aurait pas dû don-

ner l'agrément à un tel navire.

«Ce rapport confirme ce que nous disons depuis le début, notamment au sujet de l'état déplorable du navire» souligne Pascal Braud, le responsable du collectif anti-marée noire de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique). Comme de bien entendu, le groupe TotalFinaElf refuse de reconnaître cette expertise.

La catastrophe a provoqué des dégâts qui ont un coût. Trois régions, Bretagne, Pays-de-Loire et Poitou-Charente, continuent de réclamer une indemnisation complète du préjudice, estimé à 6 milliards de francs. Le Fonds international d'indemnisation pour les

dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, le FIPOL, fonds financé par les industries pétrolières en fonction d'une taxe basée sur la quantité totale d'hydrocarbures reçue pendant l'année, lui, indemnise au compte-gouttes: sur les 813 millions de francs des 5133 demandes reçues, seuls 103 millions avaient été réglés cet été.

De rapport en rapport, la responsabilité de TotalFinaElf est mise en évidence, mais le groupe utilise toutes les possibilités offertes par la procédure pour éviter de payer les pots cassés. S'il les paye un jour...

Aline RETESSE

## Lutte de classe

(n° 60 - octobre 2001)  
Vient de paraître  
AU SOMMAIRE:

- Les États-Unis prétendent riposter aux terroristes, mais c'est contre les peuples qu'ils préparent des représailles
- France  
Jospin : un bilan peu propice à rallier l'adhésion populaire
- Italie  
La gauche et les manifestations de Gênes
- Grande-Bretagne  
La classe ouvrière face à la crise du logement, de Thatcher à Blair
- Côte-d'Ivoire  
Après un an de pouvoir du «socialiste» Gbagbo
- Tribune de la minorité  
ATTAC, soluble dans la gauche plurielle



## Les 35 heures dans les hôpitaux publics

# EXIGEONS L'EMBAUCHE MASSIVE ET IMMÉDIATE

**Dans les hôpitaux, les étapes programmées par Guigou et Kouchner ne s'enchaînent vraiment pas comme prévu. Bien que leur protocole national sur le passage aux 35 heures ait été signé par quatre syndicats, principalement la CFDT, les négociations locales pour sa mise en application ne sont pas encore sur les rails. En région parisienne, plusieurs hôpitaux se sont mis en grève et le ton monte dans les manifestations.**

A Paris, la manifestation régionale de jeudi 11 octobre a été préparée activement, tant par la CGT que par Sud, FO et même la CFTC et l'UNSA-Santé d'Ile-de-France. Déjà, le vendredi 5 octobre, une douzaine d'hôpitaux étaient représentés à un rassemblement d'un millier de manifestants devant la direction de l'Assistance Publique, dans une ambiance un peu plus combative que les jeudis 20 et 27 septembre.

Quant aux hôpitaux en grève, cela a commencé par Henri-Mondor à Créteil il y a un mois, puis à la Pitié-Salpêtrière, venus en nombre aux manifestations. Au lendemain du jeudi 27, Beaujon à Clichy puis Saint-Antoine s'y sont mis. Il n'y a guère de baisse d'activités mais ceux qui se déclarent grévistes se retrouvent pour des assemblées générales ou des actions collectives.

### LA GRÈVE À BEAUJON

A l'hôpital Beaujon, à Clichy, nous étions une soixantaine au rassemblement du vendredi 5 octobre devant l'avenue Victoria, siège de la direction de l'Assistance Publique.

Le lundi 8, en assemblée générale, 96 personnes ont reconduit la grève jusqu'au vendredi 12, et 9 se sont abstenues. Les syndicats

CGT, FO et Sud dirigent le mouvement. Leur langage diffère un peu, mais leur commune hostilité au projet Guigou et leur adhésion à la grève font que cela passe inaperçu. Le piquet de grève mobilise toujours quelques dizaines de personnes des services. Contrairement à ce qui se passait en 1988, il ne se tient que de jour jusqu'à 15 h.

En plus de régler les problèmes de réquisitions, il a programmé diverses interventions : délégation chez Noiret, le directeur, qui est en même temps le responsable national du projet des 35 heures, délégation à Bichat, l'hôpital le plus proche, pour le faire basculer dans le mouvement, etc.

Dans plusieurs services, le personnel a défini un service minimum (pas de toilettes ni de réfection des lits pour les malades valides, menu unique, etc.) dont il informe les malades, les visites et l'administration. Il a écrit aux médecins pour qu'ils fassent baisser l'activité, au moins les jours de manifestation. Il prépare des banderoles pour le jeudi 11.

Les médecins sont rétifs à diminuer les examens ou les opérations programmés. Mais l'administration craint qu'ils cèdent à notre pression : elle leur a signifié par courrier que ce n'est pas à eux de définir ce qui est urgent ou non, sous peine de poursuites judiciaires !

Et surtout l'idée qu'il faut réclamer l'embauche massive et immédiate progresse dans les discussions, dans les services et l'assemblée générale.

### ... À LA PITIÉ-SALPÊTRIÈRE

Le mouvement de protestation ne faiblit pas à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière. Depuis trois semaines, la grève reconductible a été votée à l'unanimité des assemblées générales. Celles-ci sont quotidiennes, réunissant chaque fois 130 à 150 personnes environ. Elles sont animées par de jeunes syndiqués convaincus que les 35 heures saute Guigou sont impossibles dans la situation actuelle, étant donné le sous-effectif.

Le jeudi 4 octobre, les grévistes se sont rendus à 200 au ministère. Le lendemain, un cortège identique quittait l'hôpital pour aller au siège de l'AP où se tenait un CTE central. Par ailleurs ils se sont invités à une

réunion de cadres, où le directeur a expliqué qu'il trouvait anormal que le personnel commence à 7 heures du matin alors que les opérations ne se font jamais avant 10 heures. Tout le monde a compris qu'il cherche à appliquer les horaires flexibles. Il a bien entendu récolté des huées d'indignation. Invité par les syndicats CGT, FO et Sud à l'AG du lundi, il a maintenu son ton offensif en déclarant qu'il avait chargé les cadres de pointer les grévistes, qu'il était hors de question de demander aux médecins une réduction de l'activité et a menacé les grévistes de retenue sur salaire. Il n'a tenu que des propos qui ont provoqué chez les grévistes une bruyante opposition.

L'assemblée reste en attente d'une perspective que les syndicats se gardent d'offrir. Les responsables syndicaux cherchent à expliquer le mauvais contenu du protocole. Mais personne dans l'assemblée générale n'en discute car la plupart pensent que l'embauche dans toutes les catégories est la vraie solution.

### ... À SAINT-ANTOINE

A l'hôpital Saint-Antoine, la consultation organisée par les syndicats a décidé la grève à 95 % des 900 votants. A l'assemblée du jeudi 4 octobre, 150 personnes ont décidé de mettre en place un piquet de grève dès le lundi 8. Une délégation d'une trentaine de personnes est allée au rassemblement devant la direction de l'AP, le vendredi 5.

Lundi 8 octobre, au piquet de grève, se sont retrouvés les grévistes de l'équipe d'Hygiène (le ménage) du réfectoire et de quelques services. Il faut dire que les cadres ont essayé de saboter la grève en affirmant aux personnels que le préavis de FO ne partait que le 9 octobre et que celles et ceux qui se déclaraient grévistes étaient dans l'illégalité, ce qui a refroidi des collègues des services où il manque déjà du monde.

Une quarantaine de grévistes sont allés à la direction de l'hôpital pour préciser les choses, et notamment que la grève avait été annoncée depuis le 5 et que la CGT avait déposé un préavis depuis le 28 septembre !

Lundi 8 octobre à midi, les médecins ont trouvé leur salle de garde fermée et ont dû aller manger au réfectoire du personnel, où les agents en grève servaient les repas gratuitement : ce qui a été apprécié !

Le piquet de grève a programmé la confection de banderoles, de chansons et a organisé la tournée dans des services pour préparer la journée du jeudi 11 octobre.

### QUELLE PERSPECTIVE ?

Le fait que la plupart des syndicats marchent ensemble pour rejeter le protocole – hormis la CFDT qui persiste à le vanter – rassure et encourage les mécontents. Cependant les dirigeants syndicaux tiennent des langages

différents et aucun mot d'ordre ne ressort vraiment. La CGT veut des négociations pour un meilleur protocole. FO réclame le maintien du décret de 1982 comme si cela avait jamais été un garde-fou suffisant contre la flexibilité. Sud milite pour une montée nationale à Paris... Il n'y a pourtant ni texte, ni procédure, ni type d'action qui pourrait être la panacée.

La revendication qui pourrait mobiliser tous les hospitaliers est pourtant simple : c'est l'embauche massive et immédiate. Massive, car c'est au moins 10 % d'effectifs en plus qu'il



## La faute à qui s'il manque des inf

Il y a quelques jours, l'Agence régionale d'hospitalisation d'Ile-de-France a lancé un appel aux infirmières retraitées... pour qu'elles reprennent du service ! Eh oui, on en manque. Et beaucoup plus que ne l'avouent les pouvoirs publics, car avant même que la loi dite des « 35 heures » ne s'applique au secteur hospitalier, ce sont des dizaines de milliers d'infirmières (pour ne parler que d'elles, car des manques de même nature existent pour d'autres catégories de personnel hospitalier) qui font défaut, d'un bout à l'autre du pays, dans tous les hôpitaux.

Et les autorités, ministre en tête, qui font semblant de « découvrir » le problème, ne manquent pas de culot. En effet, cela fait des années

et des années qu'au fil des « plans d'économies des dépenses de santé » et autres « plans de redressement de la Sécurité sociale », les gouvernements successifs, ceux de gauche comme ceux de droite, ont rogné à tout-va sur le budget de la santé publique. Ils ont, entre autres choses, fermé – et continuent de le faire – des lits, des services hospitaliers, des hôpitaux, réduit considérablement les embauches de personnel. S'agissant des infirmières, ces gouvernements ne se sont pas donné les moyens d'en former en nombre suffisant puis, à leur sortie des écoles d'infirmières, de leur proposer des conditions de travail et de salaire décentes.

Au moment même où le gouvernement fait grand cas du prochain passage aux « 35 heures » dans les



## Moulinex Cormelles-le-Royal - Caen

# LES ACTIONS DOIVENT CONTINUER

# ATE !

faudrait pour compenser le passage aux 35 heures, et bien plus pour combler les manques actuels et les départs en retraite à venir. Immédiate, pour amener des bras supplémentaires, même non qualifiés, dans les services, la formation pouvant être assurée ensuite.

Même si beaucoup de travailleurs en mouvement attendent surtout ce qui vient des responsables syndicaux, « l'embauche massive et immédiate » leur paraît légitime et certains commencent à l'exprimer.

Correspondant LO

Les dernières annonces des plans de reprise déposés au tribunal de Nanterre ont fait froid dans le dos pour les sites Moulinex du département de Calvados. Par exemple le plan de Seb ne prévoit aucune reprise de ces sites, et les autres plans laissent tous sur la sellette le site de Cormelles, près de Caen, où 1 100 ouvriers fabriquent essentiellement des fours micro-ondes. Quant au dernier en date, un plan de financiers canadiens qui promettent de reprendre tous les sites et les emplois,

personne ne sait si c'est vraiment sérieux.

Mais sans attendre, la mobilisation s'était organisée. Depuis le 24 septembre, un noyau actif se retrouvait à l'usine tous les matins, pour empêcher une partie des cadres, qui eux ne sont pas au chômage technique, de rentrer travailler dans les bureaux, et pour partir de là vers différentes actions.

Dans les deux semaines, les occasions n'ont pas manqué : actions dans les centres commerciaux ou dans des péages autoroutiers, où la

solidarité de la population de l'agglomération se manifestait largement ; manifestations au Musée Mémorial de la Paix pour perturber une réunion de patrons ; manifestations à des Conseils municipaux des communes voisines.

Si ce noyau regroupe, suivant les jours, jusqu'à 100 travailleurs les plus décidés, c'est bien plus de monde qui se retrouve lors des « temps forts » : il y a eu la manifestation départementale du 29 septembre, où 2000 personnes ont défilé dans Caen. Bernard Thibault avait fait le déplacement pour manifester

après avoir visité l'usine, dont les chaînes de montages sont très récentes - elles n'ont pas trois ans -, ce qui souligne encore plus l'absurdité des plans de liquidation des patrons.

Enfin, pour la manifestation du vendredi 5 octobre à Paris, l'intersyndicale a annoncé 44 cars sur la France, tant Moulinex que Brandt. Tout le monde était content de s'y retrouver nombreux, et aussi conscient que le gouvernement ne fait rien de sérieux, puisqu'il refuse de prendre aucun engagement. Bref, les actions vont continuer, car rien n'est réglé.

## Nestlé Beauvais - Oise

# LA DIRECTION VEUT ENCORE SUPPRIMER 168 EMPLOIS

Vendredi 5 octobre, à l'occasion d'un Comité central d'entreprise, Nestlé a annoncé son intention de supprimer 168 emplois dans sa filiale Nestlé Grand Froid (NGF) sur le site de Beauvais, où sont fabriqués les surgelés Maggi (ex-Findus) et les glaces Gervais.

Cette entreprise est l'une des principales de Beauvais, où elle s'est implantée en 1971. Elle a compté jusqu'à 2 500 salariés dans les années 1980. A travers les départs dits naturels et non remplacés (retraites, démissions, mais aussi licenciements individuels par dizaines certaines années), et à travers deux plans de licenciements en 1992 et 1994, les effectifs ont fondu jusqu'à 1 051 salariés aujourd'hui. Et la production, loin de diminuer, a même légèrement augmenté !

Et maintenant le trust Nestlé, qui a réalisé dans le monde un profit de 25 milliards de francs en 2000, en hausse de 22 % sur l'année précéden-

te, veut encore nous pressurer un peu plus en supprimant d'un coup 168 emplois supplémentaires !

Nestlé justifie sa décision par une série d'arguments aussi fallacieux les uns que les autres.

On nous explique que le marché stagne depuis des années, que les marques de distributeurs prennent des parts de marché sur Nestlé, que l'année 2001 a été mauvaise à cause de la météo. Mais, qu'il pleuve ou qu'il vente, que Nestlé vende plus ou moins de glaces et de surgelés, tout cela n'affecte visiblement pas les profits de cette entreprise. Alors, pourquoi faudrait-il que cela touche nos emplois ?

Pour tenter de nous rassurer, Nestlé explique qu'il n'y aura pas de licenciements secs, qu'il compte sur 140 préretraites à 55 ans, et sur des départs volontaires pour le reste. Mais cela reste 168 emplois en moins, 168 jeunes qui n'auront pas de travail, et des cadences accrues pour ceux qui reste-

ront ! Et rien ne garantit qu'il ne s'agit pas là d'une première étape. Nestlé, la main sur le cœur, assure le contraire. Le directeur de l'usine Surgelés prétend même vouloir « mener une intense activité d'innovations pour assurer la pérennité du site de Beauvais ». Mais cela fait trois ans qu'ils nous bassinent avec leurs prétendues innovations, et on n'a rien vu venir !

La réalité, c'est que Nestlé estime que l'usine de Beauvais est l'une des moins rentables d'Europe. Ses cadres dirigeants chargés des basses œuvres citent en exemples ses unités espagnoles, qui seraient selon eux deux fois plus performantes. Mais Vilvorde était l'usine la plus moderne de Renault, et c'est celle-ci qui a été rayée de la carte !

Les chiffres qu'ils avouent montrent d'ailleurs clairement que l'avidité des actionnaires de Nestlé est la seule cause de ce plan de licenciements. En effet Nestlé Grand Froid a réalisé en 1998 un bénéfice de 107 mil-

lions de francs, et déclare 20 millions de francs de pertes en 2000, et 27 en 2001 : il lui reste donc 49 millions de francs sur ses seuls bénéfices de 1999, de quoi assurer la paye de 170 ouvriers pendant deux ans ! Mieux encore : l'expert-comptable du CCE a relevé qu'en 2001 NGF d'un côté annonce 27 millions de déficit, et de l'autre distribue 55 millions de francs de dividendes aux actionnaires : ils piquent dans la caisse, creusent le trou, et demandent aux salariés de le combler.

Cette annonce de 168 suppressions d'emplois a fait l'effet d'une douche froide sur bon nombre de travailleurs de l'usine de Beauvais. Même si les « préretraitables » comptent déjà les jours, beaucoup sont inquiets. Il se manifeste aussi un sentiment de colère et d'injustice. Il faudrait qu'il grandisse, et qu'un nombre important de travailleurs de NGF tiennent à faire payer leur infamie aux patrons et aux actionnaires de Nestlé.

## SNCF Paris-Nord

# LA DIRECTION CONTRAINTE D'ACCEPTER DE TITULARISER DES EMPLOIS-JEUNES

41 emplois-jeunes devaient être titularisés avant la fin 2001 sur la région Nord de la SNCF, suivant l'accord national signé entre la direction et les syndicats. 11 devaient l'être sur l'établissement de Paris-Nord dès le 1<sup>er</sup> octobre. Ils avaient même reçu une lettre à domicile les informant de leur passage au « cadre permanent ». Il avait fallu plusieurs mobilisations des emplois-jeunes et des cheminots pour contraindre la direction à ces embauches. Et ces emplois-jeunes, qui travaillent à la

SNCF depuis plusieurs années, attendaient avec impatience cette embauche définitive.

Mais le 5 octobre, la direction annonçait l'annulation de ces titularisations ! Une lettre de Pépy, le directeur commercial de la SNCF, recommandait le gel de toute embauche pour raisons budgétaires ! Comme si la titularisation de quelques emplois-jeunes allait mettre en péril la SNCF. La direction s'asseyait donc sur sa signature et la parole donnée.

Les syndicats se sont indignés de cette décision scandaleuse et ont appelé à une réunion sans préavis dès le lundi suivant. Lundi 8, les 40 cheminots et emplois-jeunes qui ont assisté à cette assemblée ont décidé de demander des comptes à la direction régionale.

Celle-ci a entendu ses quatre vérités mais maintenait sa position. Nouveau coup de théâtre quand un syndicaliste apprit que la direction nationale revenait sur cette mesure et renonçait à sus-

prendre les embauches. Le directeur, piteux, confirmait quelques minutes plus tard !

C'était donc le soulagement pour tous les emplois-jeunes concernés et les cheminots présents. Nous avons vu que la direction est prête à tous les coups fourrés. Mais nous avons montré aussi que nous savions réagir et la faire reculer.

Correspondant LO

## Infirmières ?

hôpitaux, il ne voit d'autre solution que de demander à des infirmières d'être volontaires pour faire du « rab » après leur départ en retraite... Rien que cela suffirait à condamner la politique d'attaques contre la santé publique que mènent depuis des années aussi bien les gouvernements de droite que ceux de gauche.

Alors, ça suffit ! Au lieu de vouloir faire remplir des infirmières retraitées qui ont bien mérité de pouvoir se reposer, l'Etat doit embaucher en nombre, et en proposant des conditions de travail et de salaire correctes, dans les hôpitaux publics, comme finalement dans tous les services publics, où les mêmes problèmes se posent. Il y a urgence.



## Chantiers de l'Atlantique Saint-Nazaire

# UN PATRON QUI FAIT FEU DE TOUT BOIS

**La direction des Chantiers de l'Atlantique n'a pas attendu plus de quelques heures après l'annonce des attentats aux Etats-Unis pour prendre une série de mesures. Le 12 septembre au matin, elle annonçait le gel des embauches et des investissements.**

A de rares exceptions près, les Chantiers de l'Atlantique ne construisent plus actuellement que des paquebots de croisière destinés à une clientèle américaine. Les bénéfices tirés de cette activité ont été tels ces dernières années qu'une bonne partie des grands chantiers navals européens se sont consacrés exclusivement à la construc-

tion de ce type de navires.

Jusqu'en 1998, il ne sortait des cales des chantiers de Saint-Nazaire que deux navires par an. En trois ans, la direction a utilisé tous les moyens possibles pour que ce chiffre soit triplé. Les conditions de travail se sont dégradées, entraînant la mort de deux ouvriers l'année dernière. Le recours systématique à la sous-traitance a

conduit à ce qu'il y ait aujourd'hui presque autant d'intérimaires que de salariés en fixe sur le site.

Mais depuis quelque temps déjà, des spécialistes annonçaient que «le boom du marché de la croisière» avait ses limites et que les bénéfices ne pourraient pas s'accroître au même rythme que les années précédentes.

La compagnie Renaissance Croisiers fait partie des gros clients d'Alstom puisqu'en trois ans elle a fait construire huit paquebots à plus de 1 milliard de francs pièce. Profitant de l'aide accordée par le gouvernement américain aux entreprises «victimes» des actes de terrorisme, cet armateur n'a pas attendu de perdre de l'argent pour se déclarer en faillite et se débarrasser de ses navires. Cela nous a permis d'apprendre qu'Alstom s'était porté caution d'une partie des emprunts de cette compagnie, en contrepartie d'une association aux bénéfices tirés des croisières. Cette mauvaise publicité a valu à Alstom de voir la valeur de ses actions

chuter de 50% en moins de dix jours.

Depuis, Boissier, PDG des Chantiers de l'Atlantique, tente de faire passer l'entreprise comme sinistrée par les répercussions des attentats. Il a fait se déplacer Kubla, président du conseil des ministres de l'Industrie de l'Union européenne, au chevet du chantier en «difficulté». Ce PDG de choc avait pris ses fonctions en garantissant qu'il saurait faire fonctionner la construction navale sans subvention. Cela lui a permis de justifier sa politique drastique de réduction des coûts. Mais, dix mois après la suppression des aides, il trouve juste à point une autre justification pour les rétablir. Il n'a pas tardé à être relayé par les politiciens de la région, le maire chevènementiste Batteux, le député Evin (ancien ministre socialiste) comme la représentante locale de l'UDF, mais aussi par tous les syndicats y compris la CGT. C'est l'union sacrée autour de Boissier, qui demande au gouvernement français et à l'Europe des subventions et la préférence nationale pour la construction de méthaniers destinés à Gaz de France.

Or on sait, depuis, que la charge de travail aux

Chantiers ne baissera pas pendant les deux années à venir, au contraire.

Alstom a, comme les armateurs, engrangé des profits colossaux grâce au marché des croisières. Ces profits sont d'autant plus importants que ni le constructeur ni les armateurs n'auront à rembourser la totalité des prêts contractés pour financer l'achat de ces navires. En effet d'après la Coface, organisme d'assurance du commerce extérieur, c'est l'Etat français qui a cautionné et qui financera la part non payée des navires Renaissance.

Quant à l'action Alstom qui a fait une chute vertigineuse, des journalistes la présentent aujourd'hui comme une très bonne affaire pour qui peut s'en offrir.

L'émotion créée par les attentats est exploitée sans retenue ni vergogne. En arrêtant les embauches, en diminuant l'effectif et avec la complicité du gouvernement pour puiser dans les caisses de l'Etat, les actionnaires d'Alstom n'ont de cesse d'accroître leurs profits sur le dos des travailleurs et de toute la population.

Correspondant LO

## SNCF Paris Sud-Est

# NON MERCI!

«Afin d'optimiser notre réactivité et gagner en efficacité, un réseau structuré de bénévoles se met en place et nécessite des volontaires. (...) Je sais pouvoir compter sur vous.» Ainsi parle la direction de la SNCF Paris Sud-Est, dans une petite bafouille sur papier glacé qu'elle a jointe aux feuilles de paie de septembre des cheminots.

Ces dirigeants vivent vraiment dans un autre monde que les travailleurs de la SNCF, qui n'ont pas eu d'augmentation digne de ce nom depuis des années, qui doivent s'arranger avec un manque flagrant d'effectifs, qui subissent la politique de rentabilité à tout crin appliquée aussi bien dans les ateliers, sur les chantiers, que dans les services commerciaux. Maintenant, par-dessus le marché, il faudrait «gratter gratis»!

En prévision de catastrophes naturelles (la SNCF évoque la tempête de décembre 1999), d'accidents

ou d'incidents, la direction est à la recherche de cheminots «hommes et femmes, tous grades et toutes filières confondus», qui seraient «susceptibles d'intervenir sur le terrain pendant et en dehors des heures de service». Les incidents qui se multiplient, les accrocs sur les lignes TGV Méditerranée en particulier, sont dus le plus souvent aux restrictions en matière d'entretien, décidées en haut lieu pour des raisons d'économies et de rentabilité. Il faut ajouter à tout cela le manque notoire de personnel pour avoir une idée des raisons de la détérioration de la situation à la SNCF, aux dépens des cheminots et des usagers.

«Etes-vous volontaire?» questionne la direction. Certainement pas pour travailler sur notre temps de repos afin de pallier aux conséquences de sa politique. Telle est la seule réponse qu'elle mérite!

## Groupe Mornay

# EN GRÈVE DEPUIS LE 27 SEPTEMBRE

**Au groupe Mornay, groupe de caisses de retraite complémentaire AGIRC/ARRCO et d'institutions de prévoyance employant près de 1 800 travailleurs, la direction a annoncé, jeudi 27 septembre, la dénonciation de la Convention collective d'entreprise (CCE).**

Lorsque les conseils d'administration du groupe, composés à parité de représentants du MEDEF et des confédérations syndicales de salariés, ont voté cette décision à une grande majorité (abstentions de la CGT et FO) plusieurs centaines d'employés ont envahi la salle du conseil d'administration à la tour Mornay près de la gare de Lyon, pendant que nos camarades de Vincennes nous rejoignaient et que tous les sites régionaux débrayaient immédiatement.

La direction a alors expliqué que la CCE était trop chère (8% supérieure selon eux à la convention collective nationale des Caisses de retraite et de prévoyance), ce qui empêchait la participation du groupe Mornay au grand mouvement de concentra-

tion des Caisses, en cours dans la profession. Autrement dit, le groupe Mornay voulait offrir nos acquis sociaux en dot à d'éventuels prétendants au «mariage». Car la dénonciation de la CCE, qui serait effective à partir de janvier 2003, aurait pour conséquence de geler nos salaires jusqu'à ce que la valeur du point de la convention collective nationale ait atteint le niveau actuel du point Mornay. Autant dire qu'à ce rythme, il faudrait des années avant que nos salaires n'augmentent ne serait-ce que d'un centime. La prime de transport, le 13<sup>e</sup> mois, la prime d'ancienneté, le temps de travail, les classifications, les jours de congés conventionnels seraient également remis en cause.

Depuis, c'est la grève. Chaque soir plusieurs dizaines de grévistes font une réunion de bilan dont les propositions sont présentées le lendemain matin à l'assemblée générale des grévistes de Paris et de Vincennes, animée par les syndicats CGT, FO et CFDT. Cette AG, comme celles de Rennes, Lyon, Montpellier et Cognac, reconduit la grève et cherche aussi par tous les moyens à la faire connaître. Chaque jour, des équipes de grévistes se rendent dans les autres Caisses où nous rencontrons par-

fois des intersyndicales ou même d'autres travailleurs qui ont envie de suivre notre exemple, s'estimant eux aussi menacés par les «mariages» entre institutions.

La mobilisation s'est amplifiée jusqu'à toucher plus de 75% du personnel, sur toute la France. Mardi 9 octobre, les présidents et vice-présidents des conseils d'administration, qui devaient se réunir pour coordonner leur position sur la grève, ont été attendus dès l'aube, à l'entrée de l'immeuble parisien. Comme ils ne prenaient pas le chemin de la Caisse, les grévistes ont fini par les retrouver dans un salon feutré du très sélect restaurant «Le train bleu» où une manifestation a perturbé leur petit-déjeuner.

Plus tard, lors de l'AG, la majorité des informaticiens (hors du mouvement jusque-là) annonçaient qu'ils se joignaient aux grévistes et envoyaient dans ce sens une lettre à la direction ce qui a renforcé la détermination de tous. Après 15 jours de grève, la mobilisation s'étendait toujours malgré un petit problème: le hall d'entrée de Paris devenait trop étroit pour tenir nos AG!

Correspondant LO



**Renault  
Flins (Yvelines)**

## Ras le bol des suppressions de postes! **GRÈVE AU MONTAGE**

**Après une semaine de grève, des travailleurs du Montage, le plus gros atelier de l'usine Renault de Flins où sont montées les Clio et les Twingo, ont repris le travail mardi 9 octobre en fin de matinée.**

Ce n'est pas un hasard si c'est au Montage, le département le plus dur de l'usine, que la colère a fini par éclater. Depuis mardi 2 octobre pour l'équipe 1 et jeudi 4 octobre pour l'équipe 2, entre 60 et 100 travailleurs ont fait grève chaque jour pour réclamer des postes supplémentaires. Cela représente 10 à 20% de l'effectif du Montage. Ce sont essentiellement des jeunes, surtout parmi ceux qui font grève toute la journée.

### LA PRODUCTION PERTURBÉE

Les grévistes étaient minoritaires, mais cela a suffi à perturber la production. Bien sûr, la direction a envoyé en masse des chefs, des techniciens, des ingénieurs pour remplacer les grévistes, parfois à trois par poste. Cela faisait la joie des grévistes, qui leur reprochaient de ne pas prendre de précautions pour éviter de rayer les voitures – comme les chefs le leur répètent à longueur d'année – et qui se payaient leur tête parce qu'ils ne tenaient pas la cadence: par exemple, jeudi 4 octobre, il manquait presque 700 voitures en fin de journée et, sur les 900 produites, une quinzaine seulement étaient vendables, toutes les autres devant passer en retouche.

En fait, la situation n'est pas nouvelle. Au retour des congés, avec la suppression de l'équipe de nuit de production, il ne restait plus sur l'usine que 330 intérimaires, au lieu des 1 350 présents en juin-juillet. Les travailleurs se sont retrouvés sur des postes très durs, sur lesquels les chefs avaient bloqué les intérimaires depuis des mois. En septembre, il ne s'est pratiquement pas passé une

semaine sans un débrayage sur un tronçon ou sur un autre. La direction, à chaque fois, décidait de calmer le jeu en ajoutant provisoirement un travailleur pour effectuer une opération qui posait problème. Dans son jargon, elle appelle ce travailleur «un surcoût», ce qui en dit long sur l'optique dans laquelle elle se place! Mais cela n'empêchait pas les ouvriers de crouler en permanence sous la charge de travail.

Cette fois-ci, le mouvement a démarré à l'assemblage des

l'atelier. Le lendemain et jusqu'à la fin de la semaine, la grève a continué, les travailleurs choisissant deux d'entre eux par tronçon pour aller discuter avec la direction. Ces représentants, des jeunes ouvriers, n'ont pas mâché leurs mots, répondant aux responsables de la direction du tac au tac.

En fin de semaine, le chef de département a baissé d'un ton: il ne proclamait plus que, rajouter des postes, c'était nuire à l'avenir de l'entreprise. Il promettait de remplacer sur la chaî-

de surcroît près de 50% des heures de grève. L'ensemble des grévistes sont contents d'avoir su se faire entendre et considèrent que la direction a reculé.

Sur l'ensemble de l'usine, la grève était bien vue, même si elle n'a pas fait pas tache d'huile. Mais maintenant, d'autres projets de la direction risquent de mettre le feu aux poudres, en particulier son intention de ne pas verser une avance sur intéressement, très attendue par l'ensemble de l'usine, et sa volonté de bloquer la cinquième semaine de congés entre Noël et Jour de



Chaîne de montage de la Clio.

pédaliers Twingo. De onze postes avant les congés, il n'en restait plus que neuf à la rentrée. La direction justifiait la suppression d'un poste par une baisse de la vitesse de chaîne et l'autre par le fait que certaines opérations de câblage étaient reprises par un fournisseur. Pourtant, cette dernière tâche ne constituait qu'une partie du travail affecté au poste supprimé. De fait les neuf postes restants étaient plus chargés.

### DES GRÉVISTES DÉTERMINÉS

Mardi 2 octobre après-midi, le chef d'atelier n'a trouvé à dire aux grévistes que: «Reprenez le travail... et je vais voir ce que je peux faire», ce qui, évidemment, les a motivés à continuer et à faire le tour de

ne des travailleurs âgés déclarés inaptes par le service médical pour s'en servir en renfort, leur faire effectuer quelques opérations et soulager les postes. Il laissait entendre qu'il demanderait du personnel supplémentaire sous prétexte de formation. Il a même fini par mettre toutes ses propositions par écrit, mais tout en continuant à déclarer qu'il n'avait pas le pouvoir d'embaucher. Tout cela n'a donc absolument pas convaincu les grévistes qui ont reconduit leur mouvement jusqu'au 9 octobre.

En conclusion du mouvement, la direction ne s'engage pas à rajouter des postes, mais elle promet des arrangements, par exemple mettre ponctuellement sur les postes les plus difficiles les quelques dizaines d'ouvriers hors chaîne quand le besoin s'en fera sentir. Elle paye

l'An, alors que jusqu'à présent cette semaine était prise de façon individuelle.

### EN TÔLERIE, LA DIRECTION NE PERD RIEN POUR ATTENDRE

C'était un peu dans l'air, au Ferrage Clio: la direction avait l'intention de supprimer un poste aux capots, en rendant de ce fait le poste voisin particulièrement dur, car il récupérerait presque toutes les opérations.

C'est lundi 1<sup>er</sup> octobre, au milieu de l'équipe d'après-midi, que le chef prévint les ouvriers de la suppression du poste. Aussitôt, ils se rassemblèrent à une quinzaine, très mécontents. La direction n'osa pas s'exécuter. Mais le lendemain matin le poste était effectivement supprimé et 25 travailleurs débrayaient. L'équipe

d'après-midi fit de même, plus nombreuse. Ce ras-le-bol s'exprima un peu plus d'une journée pour une équipe, trois jours pour l'autre.

Pendant ce temps, les chefs qui goûtaient au travail productif faisaient grise mine, leur blouse blanche prenait des couleurs et leur dos se plaignait bien souvent.

Avec la direction, les discussions ont été menées bon train par les grévistes, l'air déconfit des responsables attisant leur sens de l'humour. Cependant, la direction n'a pas cédé. Il reste à voir si les grévistes, bien décidés à ne pas lui faire de cadeau, et la sympathie qu'ils rencontrent dans l'atelier, ne vont pas la faire réfléchir.

### EN PEINTURE, ÇA A BOUGÉ AUSSI

C'est mercredi matin 30 octobre, dans le secteur Finition Clio, qu'un débrayage a eu lieu contre la suppression programmée de deux postes de contrôleurs-retoucheurs: ce qui se traduisait par faire 3 voitures à 6 au lieu de 8, plus une minute pour se détendre, se faire remplacer entre collègues pour aller aux toilettes ou faire une pause-cigarette. L'ensemble des travailleurs du secteur sont sortis dans l'allée, et des chefs ont dû les remplacer. Autant dire que, situés pas loin des sorties de fours, ils transpiraient copieusement!

Quelques travailleurs du Mastic, du Ponçage, de la cabine Laques et de la Finition Twingo sont également sortis: s'il n'y a pas de suppression de postes en ce moment, il y en a eu beaucoup en peu de mois. D'ailleurs, au Mastic Clio, la suppression de deux nouveaux postes est programmée.

Nous avons tourné dans l'atelier, suivis d'ombres en blouses blanches, puis réunion en salle de pause pour définir nos revendications, simples: pas de suppression de poste en Finition. La direction a bien vite reculé, et nous n'avons pas repris tant qu'elle ne nous avait pas payé notre débrayage – c'était sa faute, après tout.

Le lendemain, la production peinait, car nos remplaçants n'avaient pas vraiment assuré. On ne s'en plaignait pas, ce petit temps de calme après le débrayage ne gâtait rien... Le message passé à la direction – et reçu – nous confirme que c'est la bonne méthode pour traiter les futures velléités de suppressions de postes.

Correspondant LO



● La Poste

# UN SOUS-EFFECTIF CHRONIQUE

**Depuis des années, dans les services publics, les gouvernements successifs, de droite comme de gauche, mènent une politique de réduction des coûts. Cela se caractérise par une diminution drastique des effectifs, qui se traduit par un manque de personnel chronique dans les hôpitaux, dans l'Education nationale, à La Poste. Les conditions de travail et le service rendu ne cessent de se détériorer. Ainsi à La Poste, la situation s'est dégradée au fil des années pour devenir critique ces derniers mois.**

Par exemple, il n'y a plus qu'une tournée de distribution du courrier à Paris dans la plupart des arrondissements, alors qu'il y a encore quelques années il y en avait trois, dont une l'après-midi. De nombreuses boîtes à lettres ne sont plus relevées qu'une fois par jour, et à 16 heures.

Dans la plupart des bureaux de poste, parmi les facteurs, les agents de tri, les guichetiers... il manque du personnel. Les départs à la retraite, les mutations, les congés maternité ou longue maladie, les départs en vacances ne sont pas remplacés ou ne le sont que partiellement. L'été, La Poste fait de moins en moins appel à des étudiants saisonniers et dans l'année elle recrute au compte-gouttes des contractuels, qu'elle embauche en CDI parfois mais souvent en CDD, puis qu'elle « jette » selon sa volonté.

La direction de La Poste veut réduire ses effectifs, notamment de fonctionnaires. Ainsi, ces deux dernières années, 20 000 postiers sont partis à la retraite. Or La Poste n'a organisé que deux concours de recrutement de facteurs, soit 6 000 postes proposés. Aucun concours de guichetiers n'a été organisé depuis longtemps. Et la situation ne risque pas de s'améliorer puisque, d'ici à 2009, 100 000 départs de postiers à la retraite sont prévus.

Mais alors, comment tout cela peut-il fonctionner ?

Mal. Nombre d'usagers s'en rendent compte et, en même temps que les postiers, en subissent les conséquences. Cet été par exemple, des petits bureaux de poste de province n'ont été ouverts que quelques jours,

voire quelques heures par semaine. Dans la banlieue parisienne, comme à Colombes dans les Hauts-de-Seine, un bureau situé dans un quartier populaire fortement peuplé n'a été ouvert qu'à temps partiel. Dans un autre quartier, le cour-

8, Paris 9, Paris 16, Paris 17, Paris 14... et dans les grandes villes de province comme Lyon RP, Bordeaux... il y a un manque flagrant de personnel. Mais plutôt que d'embaucher, La Poste fait appel à des « califs », nom que l'on donne à La Poste aux heures supplémentaires.



Les postiers de Paris 9 en manifestation à la mairie en octobre 1999.

rier n'a pas été distribué pendant une semaine en août, car le facteur en vacances n'a pas été remplacé.

Depuis le début du mois de septembre, la situation ne s'est pas améliorée. Bien au contraire. Dans la plupart des grands bureaux parisiens, comme Paris

A Paris 16, à la Piétonne, service qui assure le tri et la distribution du courrier, il ne se passe pas un seul jour sans qu'il y ait des positions « à découvrir », c'est-à-dire sans facteur. On se retrouve à trois par quartier, au lieu de quatre, pour faire le travail. A cause de cette sur-

charge de travail, toute une partie du courrier ou des recommandés reste au bureau et n'est distribuée que le lendemain. Dans certains halls d'immeubles on peut voir des affichettes, mises visiblement par des gardiens excédés, dénonçant le manque de personnel et les retards dans la distribution du courrier, voire même l'absence de distribution, et donnant l'adresse de la direction régionale de La Poste pour envoyer les réclamations.

Le service relevage, qui assure la levée des boîtes aux lettres et du courrier des entreprises, est aussi en sous-effectif. Chaque jour, certaines boîtes ne sont relevées qu'une seule fois dans la journée, au lieu de deux à trois fois. Seules les sociétés qui ont souscrit un contrat payant de relevage à domicile sont prioritaires. Tout est fait pour que leur courrier soit relevé chaque jour, manque de personnel ou pas. Tout cela a des répercussions sur nos conditions de travail : surcharge de travail, stress, pressions de certains responsables pour qu'on fasse plus que notre travail pour compenser le sous-effectif.

Un certain mécontentement commence à s'exprimer parmi le personnel et parmi les usagers, et il n'est pas dit que les uns et les autres acceptent cette situation indéfiniment sans réagir !

Correspondant LO

● Paris-Rochechouart  
9<sup>e</sup> arrondissement

## RAS LE BOL DU MANQUE D'EFFECTIFS !

**Au Guichet de Paris-Rochechouart, dans le 9<sup>e</sup> arrondissement de Paris, le sous-effectif est chronique, comme dans la quasi-totalité des bureaux de poste, depuis qu'il n'y a plus aucun volant de remplacement, ce qui remonte à plusieurs années.**

Si, ces derniers mois, nous étions encore en nombre à peu près suffisant pour assurer un service correct, c'est parce que les absences pour maladie ou congés étaient comblées par des heures supplémentaires de guichetiers ou de facteurs ayant appris le travail sur le tas, et par la présence de brigadiers roulants sur différents bureaux. Mais il n'était pas question de pouvoir former suffisamment de remplaçants aux postes de caissiers en cas de mutations ou d'absences de longue durée.

Et ce qui devait arriver arriva : en septembre, deux cama-

rades ont été mutés et une camarade est partie en longue maladie alors qu'ils connaissaient toutes les positions de travail. Ce fut la panique : les nouveaux formés en urgence pour les remplacer se sont retrouvés à faire tout seuls un travail qu'ils connaissaient mal, et au Guichet sont arrivés en catastrophe des camarades qui se retrouvent lâchés sans filet au bout d'une semaine de doublure, alors que la formation de guichetier dure normalement six semaines.

Et, à la fin du mois, au lieu des cinq à six guichetiers prévus normalement, c'est trois puis deux guichetières, dont une ayant six jours d'apprentissage, qui se sont retrouvées à servir seules, en fin de matinée, une queue d'usagers allant jusqu'à la porte d'entrée.

Les usagers, stupéfaits de

voir si peu de personnel, protestaient, avec raison. Pour éviter que certains s'en prennent aux guichetières, il a suffi d'aller leur expliquer, dans la salle, que c'était La Poste la responsable de cette queue, et pas les guichetières qui faisaient du mieux qu'elles pouvaient. Ce que tout le monde a très bien compris, au point que certains ont demandé ce qu'ils pouvaient faire pour nous aider. Une dame a proposé de signer une pétition de protestation et de soutien au personnel du guichet, ce qui a été fait par la totalité des présents.

Evidemment, cela n'a pas résolu les problèmes de manque de personnel, mais cela a au moins détendu l'ambiance et reconforté les guichetiers. Le chef de centre, après avoir essayé de s'en prendre à la gui-



● Paris 17

## DISTRIBUTION CHAOTIQUE

A La Poste Paris 17, la distribution du courrier a été chaotique pendant le mois de septembre. Tous les jours, sur 196 quartiers, il y en avait entre 15 et 20 à découvert, c'est-à-dire sans facteur. Auxquels venaient s'ajouter toutes les positions vacantes à la brigade de Tri, au Cedex, à la Manutention.

Dès la fin du mois d'août, les cadres nous poussaient à trier les PostImpacts (publicité adressée) avant même le courrier urgent. Les lettres s'entassaient sur des chariots et, même en faisant appel à des heures supplémentaires, le stock ne baissait pas, bien au contraire.

Beaucoup d'usagers, particuliers ou entreprises, comme la SNCF, se sont plaints qu'ils ne recevaient leur courrier qu'épisodiquement.

En plus, la direction voulait restructurer en partie le Cedex pour récupérer des effectifs, ce qui a provoqué, vendredi 28 septembre, un débrayage de quatre heures. Nous avons convoqué l'adjoint du receveur pour qu'il nous explique son projet. Et devant notre détermination, il a dû faire machine arrière.

Mais nous connaissons bien la direction, nous savons qu'il faut rester sur nos gardes.

Correspondant LO

chetière auteur de la pétition, a décidé de la transmettre à ses supérieurs. Et puis, cela a relancé les discussions sur la politique de La Poste, qui se moque de nous et du service public en nous assommant à longueur d'année pour nous faire vendre un maximum de Chronopost, lettres suivies, enveloppes timbrées et autres produits d'épicerie, alors qu'elle n'est même pas capable de nous donner le personnel minimum pour assurer un service correct. Et nous sommes tous tombés d'accord, y compris les chefs d'équipe, sur le fait que cette situation ne pouvait pas durer et qu'il faudra bien à un moment se donner les moyens d'y mettre un terme.

Correspondant LO

Jarrie  
Isère

## Un personnel de nettoyage VENDU AU PLUS OFFRANT

La société de nettoyage ISS Abilis dépend de la multinationale danoise ISS, qui emploie environ 265 000 salariés dans le monde. Dans la région grenobloise, elle dispose de nombreux chantiers. Or, elle vient d'en perdre une dizaine et, comme par hasard, ce sont les chantiers qui ont été touchés par une grève de quatre semaines en avril dernier.

Les travailleurs se retrouvent donc brusquement, une nouvelle fois, dispersés entre plusieurs entreprises de nettoyage. Un bon noyau pense qu'attribuer les chantiers détenus par Abilis à d'autres entreprises est un moyen de briser l'unité et la solidarité tissées entre eux lors de la grève d'avril. Celle-ci avait regroupé plusieurs dizaines de travailleurs de sites différents dépendant tous d'Abilis. Ils avaient obtenu quatre jours de carence, au lieu de onze, pour les indemnités maladie, une prime annuelle de 1 800 F et une prime de transport (voir LO n° 1714 du 4 mai 2001).

Par exemple, la direction d'AtoFina a décidé de ne pas renouveler le contrat Abilis et lui a préféré l'entreprise l'« Activité ». Celle-ci aurait monnayé ses services moins cher. Les travailleurs du net-

toyage en poste à Ato vont donc changer de patron, puisque l'« Activité » est tenue d'employer l'ancien personnel d'Abilis. Mais à quel prix ? Ils s'en sont inquiétés dans un tract

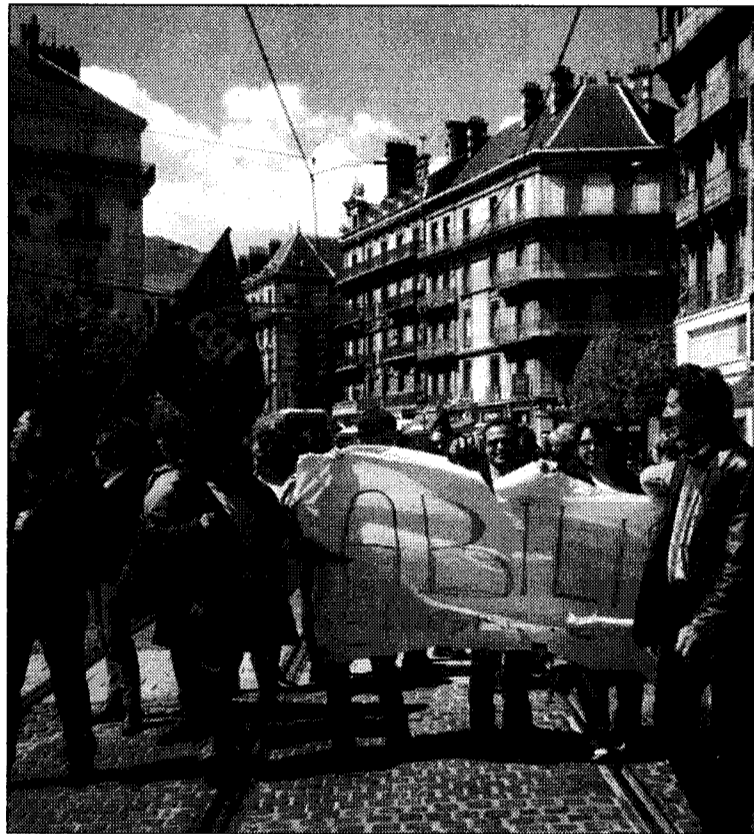
En effet, une des conséquences de ce changement de contrat pourrait être d'abord un nettoyage des locaux moins bien fait. Actuellement, le lavage des sols des bureaux est effectué en

t-il faire ce travail encore moins souvent, au détriment des conditions d'hygiène des salariés d'AtoFina ?

Une autre conséquence pourrait être la remise en cause des acquis du personnel de nettoyage. Ainsi, par exemple, l'entreprise de nettoyage « Grenoble entretien », qui a obtenu le contrat avec Enichem à la place d'Abilis, n'a indemnisé une femme en congé maladie qu'à partir du onzième jour. De plus, personne ne sait si la prime de 1 800 F acquise par la grève sera payée comme prévu en novembre ou pas. Quant aux travailleurs sur le site de Thomson Moirans, la nouvelle société « Panauille », autre grand groupe du nettoyage, n'a, elle, pas payé les heures supplémentaires faites le samedi et le dimanche.

On voit bien que les acquis de la grève et les conditions de travail comme les salaires sont menacés. Les personnels de nettoyage en ont assez d'être « *soldés aux margoulins les plus offrants* », comme l'affirme le tract distribué. Ils demandent l'embauche du personnel de sous-traitance par AtoFina, estimant que cela « *n'égratignerait qu'à peine* » les superprofits de la multinationale TotalFinaElf.

Correspondant LO



Les grévistes d'Abilis en avril 2000.

syndical distribué aux travailleurs du site chimique de Champ-sur-Drac (Ato et Cézus, filiale de Framatome).

général une fois par semaine seulement. Quant à la façade des douches, elle n'est nettoyée qu'une fois par mois ! Faudra-

Alcatel  
Douvain - Pas-de-Calais

## ALCATEL LICENCIÉ MANPOWER COMPLICE !

Située sur la zone industrielle de Douvain, Alcatel possède une usine flambant neuf et encore en pleins travaux d'extension.

En mai dernier, la direction avait annoncé le passage à 1 200 salariés, annonçant cela dans la presse locale et régionale.

Ainsi, cette annonce avait drainé de nombreuses demandes d'embauche, émanant de chômeurs des environs et même de salariés qui avaient quitté leur emploi stable. Après avoir fait passer des stages de formation rémunérés de 2 000 à 4 000 francs par mois, des tests d'embauche avec le concours de l'ANPE, des entretiens psychotechniques, Alcatel avait continué à faire miroiter que les embauches, c'était pour bientôt, mais qu'il fallait tout de

même subir une période de travail en mission temporaire de quatre à cinq mois avec l'agence Manpower du secteur.

Mais jeudi 4 octobre, la direction Alcatel a décidé de mettre un terme à ses promesses et nous sommes 300 intérimaires à avoir été remerciés sans préavis. En arrivant à la porte de l'usine... surprise : la très grande majorité d'entre nous n'avons pas pu entrer, car la direction avait désactivé tous les badges d'accès !

C'est avec colère que cette méthode ignoble de jeter à la rue des salariés, après avoir promis des créations d'emploi durant des mois, fut commentée devant la grille. Et après ce coup de massue, nous avons décidé de paralyser en partie l'accès d'Alcatel et d'interpel-

ler des responsables locaux.

Vendredi 5 octobre, avec des militants CGT d'Alcatel et des environs, nous avons diffusé des tracts, puis interpellé les responsables des Assedic et de l'ANPE pour qu'aucun de nous ne se retrouve sans ressources : certains n'avaient pas cumulé les 455 heures de travail nécessaires pour toucher des allocations Assedic.

A une centaine, nous avons interpellé des élus et maires des environs qui projetaient de financer Alcatel, ainsi que les responsables de l'agence Manpower, pour leur faire entendre ce que nous pensions de ces promesses d'emploi non tenues.

Le principal responsable de nos problèmes, le directeur d'Alcatel n'étant pas présent, nous nous sommes promis de

lui porter nos revendications dès lundi matin.

En fin de journée, nous nous sommes rendus dans une autre usine de la zone industrielle, où un gratin de dirigeants et d'élus savouraient du champagne et des petits fours pour l'inauguration d'un nouveau centre de gestion informatique C2A.

Le député-maire et le préfet ont dû suspendre leur dégustation pour entendre nos revendications : réintégration à Alcatel de tous les intérimaires, ou reclassement dans un emploi avec même salaire et sans précarité.

Si Alcatel et son complice Manpower espèrent que leurs promesses d'embauche sont tombées aux oubliettes, les intérimaires, eux, se mobilisent pour leur rafraîchir la mémoire !



# QUAND LA POLICE MASSACRAIT DES CENTAINES D'ALGÉRIENS

Il y a quarante ans, le 17 octobre 1961, en plein Paris, la police se déchaîna contre des manifestants algériens, faisant plusieurs centaines de morts.

La guerre d'Algérie durait depuis près de sept ans et, depuis janvier 1961, des pourparlers entre le gouvernement de De Gaulle et le FLN étaient en cours, pourparlers qui aboutirent aux Accords d'Évian, en mars 1962. Mais la répression et les exactions policières en métropole, dont la communauté algérienne (et maghrébine dans son ensemble) était la victime, ne ralentirent pas. Cette même année 1961, naissait l'organisation d'extrême droite

OAS (Organisation de l'armée secrète), qui refusait la perspective de l'indépendance de l'Algérie et trouvait de nombreux soutiens dans la police.

Le 6 octobre 1961, Maurice Papon, préfet de Police de Paris depuis 1958, instaura un couvre-feu à l'encontre des Algériens. Entre 20h30 et 5h30, il leur était désormais interdit de circuler ; les cafés et autres « débits de boissons » tenus et fréquentés par des « Français musulmans d'Algérie » (ainsi étaient désignés les Algériens) devaient fermer à 19 heures. Cette mesure à caractère ouvertement raciste (et, pour la police, le faciès valait culpabilité) aggravait encore la situation des

Algériens, rendant la vie impossible à de nombreux travailleurs.

Dénonçant le couvre-feu et appelant à le boycotter, le FLN appela la population algérienne à une manifestation pacifique (les consignes du FLN sur ce plan étaient précises et impératives), dans les rues de Paris, le mardi 17 octobre.

Ce soir-là, de toute la région parisienne, près de 40 000 personnes, hommes, femmes, enfants, vieillards, tentèrent de converger vers le centre de la capitale. Elles en furent empêchées par une police haineuse qui, pendant plusieurs heures, se déchaîna contre la foule désarmée. Les policiers de Papon matraquèrent à coups de

« bidule » ou de crosse de fusil, tirèrent à balles réelles, assassinant et se débarrassant des corps dans la Seine. Plus de 11 000 hommes furent arrêtés, bastonnés dans les cars, internés dans des stades réquisitionnés pour la circonstance, enfermés dans des centres de détention improvisés. Après la chasse à l'homme, les assassins continuèrent dans les lieux de détention et dans la cour même de la préfecture de Police de Paris, où il y aurait eu, selon des témoins, une cinquantaine de morts, ensuite jetés eux aussi à la Seine. Au total, cette répression aurait fait de 200 à 300 morts, mais officiellement, après les mensonges sur les vio-

lences attribuées aux manifestants, le silence s'abattit sur ces événements.

Quelques mois plus tard, le 8 février 1962, pour dénoncer un attentat perpétré par l'OAS et dont une petite fille fut victime, le PCF organisa une manifestation, contre laquelle Papon lança de nouveau ses mercenaires. Neuf manifestants, membres ou sympathisants du PCF, trouvèrent la mort au métro Charonne. Ces événements s'ajoutaient ainsi à ceux du 17 octobre 1961, qui restent parmi les témoignages les plus sinistres de la férocité policière dans la capitale.

M.R.

Pour commémorer  
le 17 octobre 1961

**RASSEMBLEMENT**  
Mercredi 17 octobre  
à 18 h à PARIS  
devant le cinéma Rex  
(métro Bonne-Nouvelle)

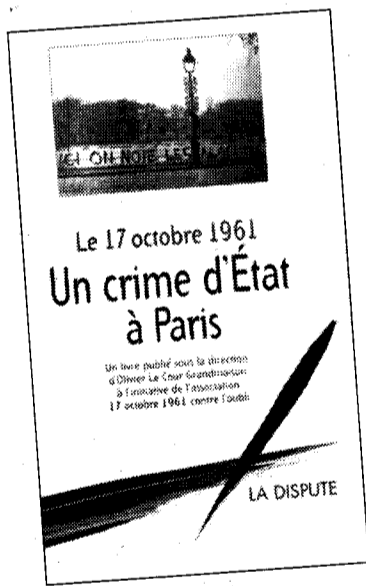
Les faits du 17 octobre 1961, où des milliers de manifestants furent arrêtés, parqués dans des stades, battus et torturés, et certains assassinés, à Paris même, sont toujours officiellement passés sous silence.

Pourtant, ils font partie de la sale guerre coloniale que mena l'Etat français en Algérie, en lutte pour une indépendance qu'elle a payée du prix d'un million de morts et d'un territoire ravagé. Cette politique de l'Etat français, qui a favorisé l'installation d'un régime de dictature en Algérie, porte une lourde responsabilité dans la situation que connaît actuellement ce pays.

Il est nécessaire de rappeler le crime d'Etat qui eut lieu ce 17 octobre-là à Paris. Le collectif 17 Octobre 1961-17 Octobre 2001 (regroupant de nombreuses associations et organisations politiques, dont Lutte Ouvrière), qui organise la manifestation prévue ce 17 octobre, réclame par exemple que ces faits soient inscrits dans les programmes et les manuels scolaires.

Le rassemblement aura lieu aux alentours du cinéma Le Rex à 18 heures, et la manifestation devrait se diriger vers le pont Saint-Michel, deux lieux qui furent témoins d'une grande partie des violences commises par la police (au moment où nous écrivons, la préfecture de Police n'a toujours pas autorisé ce parcours).

Lire



Ce livre est publié à l'initiative de l'association « 17 octobre 1961 contre l'oubli » qui, quarante ans après le massacre des Algériens dans les rues de Paris, milite non seulement pour sortir de l'oubli la répression féroce menée par la police française mais également pour que « la République reconnaisse enfin qu'il y a eu crime », selon ses termes.

Sous la direction d'Olivier Le Cour Grandmaison qui préside l'association, le livre regroupe un certain nombre de témoignages, de récits et de documents, pour la plupart très significatifs.

Des Algériens, des manifestants, des syndicalistes, des membres d'associations humanitaires, la fille d'un dirigeant FLN, racontent en quelques pages ce qu'ils ont vécu de cette

## UN CRIME D'ÉTAT À PARIS



Inscription sur un pont, après le massacre.

période et plus précisément de cette journée de manifestation du 17 octobre. Des historiens, comme Benjamin Stora, Jean-Luc Einaudi ou Pierre Vidal-Naquet, apportent leurs témoignages, appuyés parfois sur des éléments provenant des Archives officielles, qui commencent seulement à être partiellement ouvertes aux chercheurs. Des articles parus dans les journaux de l'époque ou des documents officiels, comme l'appel du FLN à la manifestation, complètent cet ouvrage qui, à propos du 17 octobre 1961 et à travers quelques épisodes, réussit à évoquer de façon percutante l'Algérie coloniale et la guerre d'indépendance.

En 1961, à Paris, les actes de répression policière n'étaient pas vraiment nouveaux, ainsi que le rappelle un chapitre du livre, relatant par exemple la

manifestation du 14 juillet 1953, lorsqu'à la fin du défilé, place de la Nation, la police ouvrit le feu sur le cortège des Algériens encadré par des militants indépendantistes, faisant six morts et une trentaine de blessés graves.

Que ces fusillades, que l'arbitraire meurtrier de la police, que le massacre du 17 octobre 1961 ne tombent pas dans l'oubli mais redeviennent présents dans les mémoires et rappellent de quoi peut être capable la police, cette bande d'hommes armés de l'Etat bourgeois, relève d'un « devoir de mémoire » envers les victimes de l'impérialisme colonial français. Ce livre y contribue et il faut le lire.

L.P.

Le 17 octobre 1961, Un crime d'Etat à Paris, Editions La Dispute, 283 pages, 125 francs.



## Quelques livres

Parmi les livres relatifs à la manifestation et à la répression des Algériens à Paris, ce 17 octobre 1961, on peut signaler le roman de Didier Daeninckx, *Meurtres pour mémoire*, publié en collection de poche. C'est un roman policier, sans doute, qui se lit très facilement, mais qui dénonce de façon directe la violence de la répression.

Dans *La bataille de Paris* (éditions du Seuil), Jean-Luc Einaudi mène une enquête minutieuse, d'historien, sur cette journée. Il démontre

les mensonges des autorités de la police, et au premier chef de Maurice Papon, consistant à dire que les policiers n'ont fait que répondre aux violences des manifestants.

Le livre de Paulette Péju, *Ratonnades à Paris*, publié pour la première fois en novembre 1961 et immédiatement saisi par la police, puis réédité récemment (en même temps que, du même auteur, *Les Harkis à Paris*, collection La Découverte), constitue pour l'essentiel une revue de presse de l'époque.

## La guerre des Gusses de Georges M. Mattei

Ce roman, en partie autobiographique, retrace quelques épisodes de la guerre d'Algérie, vécus par des rappelés français et par des militants algériens du FLN.

En août 1955, le gouvernement décida de faire appel à 60 000 réservistes, et les jeunes du contingent furent rappelés pour aller combattre en Algérie. Le roman de Mattei se situe à cette époque. Les «gusses», c'est-à-dire le héros Nonosse, comme beaucoup d'autres rappelés, tentèrent de refuser de partir pour l'Algérie. Nonosse espérait que le Parti Communiste ne les laisserait pas tomber, qu'il les aiderait à résister, que les syndicats empêcheraient les trains de circuler et les bateaux de quitter les ports. Mais ils se retrouvèrent seuls face aux CRS qui les firent monter de force dans les trains et les contraignirent au départ.

Dans le livre, Nonosse, se sentant trahi, déchire sa carte du Parti et celle du syndicat. A l'époque en effet, le PCF se contenta d'un silence complice du gouvernement, et coupa court à toute possibilité réelle de résistance efficace de la part des jeunes.

Ceux-ci, dès leur arrivée en Algérie, furent pris en main par les gradés. «*Ils vous ont fait gueuler «Paix en Algérie». Ici, vous allez changer d'avis. La paix en Algérie telle qu'ils la crient, c'est la capitulation devant la barbarie, devant le racisme, devant le fanatisme religieux*», leur déclara le colonel, en guise de discours d'accueil. La revendication d'indépendance pour l'Algérie était considérée comme un crime; ceux qui la défendaient comme devant être écrasés. Et les jeunes rappelés découvrirent vite l'horreur de cette guerre, dans laquelle les mili-

taires pouvaient torturer impunément et se comporter comme de véritables nazis. Nonosse décida alors de déserter «*pour ne pas devenir dingue*» et s'engagea dans les rangs du FLN.

Georges M. Mattei poursuit son récit par l'histoire des nouveaux compagnons de lutte de Nonosse: Mehdi «Bougies», Myriam, Omar Z'yeux bleus et tous ceux, parmi la population algérienne, qui finirent par s'engager eux aussi aux côtés du FLN, poussés par la répression féroce de l'armée française. En cours de route, ils échangeaient leurs doutes quant aux moyens utilisés par les dirigeants du FLN, qui préparaient surtout leur propre arrivée au pouvoir, comme l'explique Mehdi, non sans amertume.

L'auteur, mort en décembre 2000, a été lui-même un militant anticolonialiste, qui a participé aux réseaux d'aide au FLN. Il livre ici un témoignage poignant sur la guerre d'Algérie et sur les sentiments des rappelés, en épinglant au passage non seulement la politique du gouvernement français mais aussi celle des dirigeants du PCF et du FLN.

A.R.

La guerre des Gusses de Georges M. Mattei, Editions de l'Aube, 197 pages, 59 francs.

## Exposition, films et débats au Forum des Images-Les Halles, à Paris

**EXPOSITION DE PHOTOS D'ELIE KAGAN**

Du mardi 9 au dimanche 28 octobre à la galerie du Forum des Images-Les Halles, à Paris, de 13 à 23 heures (entrée libre).

Elie Kagan, reporter photographe, se trouvait sur les lieux le soir du 17 octobre 1961. Il fut l'un des rares photographes à réaliser, malgré l'interdiction faite aux journalistes de couvrir l'événement, des

clichés qui montrent la violence et l'ampleur de la répression.

**PROJECTION DE FILMS CONSACRÉS À LA GUERRE D'ALGÉRIE**

Du mardi 16 au dimanche 21 octobre au Forum des Images Porte Saint-Eustache, Forum des Halles, 75001 Paris Métro-RER Châtelet-Les-Halles. Téléphone 01 44 76 62 00.

# NO MAN'S LAND de Danis Tanovic

Voilà un film qu'il faut voir, particulièrement en ce temps de bruits de bottes.

Il a été réalisé par un Bosniaque qui a vécu lui-même le siège de Sarajevo, comme soldat puis caméraman; sa dénonciation de cette guerre de Bosnie est d'autant plus forte qu'elle vient en somme de l'intérieur, et même de l'intérieur d'une unique tranchée: l'histoire est en effet celle de deux soldats, l'un serbe, l'autre bosniaque, qui se retrouvent coincés malgré eux dans cette tranchée perdue entre les lignes serbes et bosniaques où se déroule l'essentiel du film. Un troisième homme est aussi présent, un autre Bosniaque, dont un soldat serbe a piégé le corps en plaçant dessous une bombe amorcée...

Ce piège et ses conséquences symbolisent le sort de ces hommes, serbes comme bosniaques. Ils se retrouvent là, sans l'avoir voulu, pris dans un engrenage mortel. Et pourtant

la situation crée entre eux, par moments, une forme de solidarité, la possibilité de se comprendre peut-être: ils parlent la même langue, ils sont plus des civils que des chiens de guerre, Ciki le débraillé désabusé avec son T-shirt des Rolling Stones et le jeune Nino avec ses petites lunettes d'étudiant et son uniforme tout neuf, qui ne cesse de tendre la main en se présentant...

Les élans qui parfois rapprocheraient les rapprocher sont à contre-temps, ou bien à peine esquissés, mais ils ont lieu, comme par exemple quand ils se rendent compte qu'ils ont connu une même jeune fille, avant, à Banja Luka. Mais la situation, l'enchaînement des circonstances entraînent inévitablement la reprise de l'affrontement entre eux. Et les choses dégénèrent encore quand la hiérarchie des «casques bleus» de l'ONU est amenée à s'en mêler et, bien sûr, les médias.

L'auteur souligne toute l'absurdité de ce conflit sans faire de discours et avec pas mal d'humour noir. On est même amené à sourire quand Ciki et Nino s'envoient réciproquement à la tête l'accusation d'avoir déclenché le conflit, sans autre argument. (A propos de cette responsabilité, Danis Tanovic se borne d'ailleurs à évoquer, au passage, à travers des images d'actualité de l'époque, celle du chef des nationalistes serbes de Bosnie, Karadzic, et à épingle... Mitterrand). Mais la satire se fait féroce quand il s'agit du rôle joué par la Forpronu, ainsi que du comportement des journalistes, qui se livrent ensemble à un show indécent autour des hommes de la tranchée.

L'image de la fin, la conclusion, pleine d'amertume, est difficile à oublier.

Roger BERTRAND

# LA CHAMBRE DES OFFICIERS de François Dupeyron

Été 1914. Des foules en liesse, agitant des drapeaux tricolores, escortent des défilés militaires jusque sur les quais des gares. On s'embrasse, quelques amoureux ont les yeux humides. On se quitte joyeux et confiant, la guerre sera courte et victorieuse; tout le monde sera de retour à la maison avant l'hiver.

Un jeune ingénieur, appelé sous les drapeaux comme lieutenant dans le Génie, doit partir lui aussi. Dès le début des combats, avec un groupe d'officiers, au cours d'une reconnaissance à cheval à proximité des lignes allemandes, il est pris sous un violent tir d'artillerie. Le jeune lieutenant en revient vivant mais grièvement blessé au visage et reste atrocement défiguré, pour toujours. Hospitalisé pendant quatre ans, confiné dans une chambre réservée aux officiers, plusieurs fois opéré, il recouvre

lentement l'usage de la parole et, surtout, réussit à accepter son visage. Un visage qui effraie ceux qui l'aperçoivent et rebute même ses proches. Pourtant, il retrouve goût à la vie et confiance en soi et dans les autres à travers l'amitié qui le lie à ses voisins de chambre, «gueules-cassées» comme lui, grâce aussi au dévouement d'une infirmière.

Par-delà ce destin singulier, c'est la Première Guerre mondiale qui est montrée et dénoncée. Pas ses causes mais ses conséquences: des peuples entiers qui se prennent à la gorge; des millions de morts, de mutilés; des vies brisées à jamais; des régions entières dévastées. Sur des routes défoncées, des camions transportent, entassés et mêlés, les morts et les blessés, qui croisent les troupes «fraîches» montant tête

basse vers le front, présent par l'incessant roulement des tirs d'artillerie tandis que, sur les bas-côtés, un cortège interminable de femmes, de vieillards et d'enfants, piétine dans la boue, fuyant la zone des combats.

Quant à la légendaire «fraternité des tranchées», elle ne tient pas longtemps face aux inégalités sociales et aux privilèges dus aux plus nantis. Et si les officiers disposent d'une chambre, dont plusieurs lits sont vides, de simples soldats gisent toute une nuit sur des brancards dans une cour d'hôpital enneigée.

Un film émouvant, dont le point de vue se limite au pacifisme, mais exaltant l'amitié, la force de vivre et le respect pour soi-même et autrui.

Alain VALLER



## Au Parlement européen de Strasbourg

# LES DÉPUTÉS MARCHENT AU PAS...

**Le Parlement européen avait jugé bon de placer la tragédie de Toulouse en tête de sa première session d'octobre. Mais il faut croire que celle-ci n'affectait pas outre mesure ces messieurs-dames : c'est devant une vingtaine de députés (sur 625 !) qu'Arlette Laguiller puis Alain Krivine ont pris la parole pour réaffirmer que « la responsabilité du trust TotalFinaElf (y) est entière ».**

Ce qui a mobilisé le Parlement européen, c'est la « lutte contre le terrorisme international », censée répondre aux attentats du 11 septembre aux Etats-Unis, par les mesures, militaires, policières et financières, que prônent le gouvernement américain et ses alliés occidentaux. Et il faut noter que certains orateurs en ont profité, à Strasbourg, pour donner libre cours à leur xénophobie et à leur haine des pauvres, en assimilant terrorisme et immigration, sans que cela suscite de réactions parmi la majorité de leurs auditeurs.

Sur le terrain du soutien aux Etats impérialistes, la quasi-unanimité sécuritaire et va-t-en-guerre des élus européens n'était pas sans rappeler celles que l'on avait connues lors de la guerre du Golfe et lors de l'intervention de l'OTAN contre la Serbie, puisqu'elle s'est réalisée de la droite à la gauche et aux Verts.

Les trois députées de Lutte Ouvrière ont bien sûr voté contre les divers textes sur le sujet, tous de la même eau, qui étaient mis aux voix. « En réaffirmant notre opposition

*totale aux méthodes terroristes comme aux objectifs réactionnaires poursuivis par les courants responsables de ces actes, ont-elles dit, nous refusons de nous associer (aux) responsables politiques des grandes puissances impérialistes (qui veulent) canaliser la légitime émotion soulevée par les attentats de New York au service d'une politique destinée seulement à assurer leur domination sur le monde, et nullement à préserver les intérêts et la sécurité des peuples.*

*Nous refusons toute initiative même partielle qui va dans le sens d'opérations militaires qui feront inévitablement des victimes dans des populations qui ne sont pour rien dans le terrorisme (...).*

*Nous protestons contre les mesures restreignant les libertés individuelles auxquelles ce climat guerrier donne lieu. Quant à la lutte contre le financement des groupes terroristes (...) les tergiversations et les mesures des gouvernements, « aussi limitées qu'inefficaces en la matière, prouvent seulement » qu'ils préfèrent « s'accommoder de l'argent du terrorisme comme de la*

*drogue et du crime organisé, plutôt que d'assurer une transparence totale qui risque de dévoiler les multiples trafics et ignominies du système capitaliste et le gaspillage considérable qu'il coûte à la société. »*

Pour le reste de l'ordre du jour de la session, nous avons voté un rapport sur « la procédure d'asile commune », dans la mesure où il préconise certains progrès en la matière. En revanche, nous avons voté contre le rapport Pirker qui justifie la pratique des quotas d'immigration en fonction des seuls intérêts du patronat des pays concernés.

Les mêmes intérêts, et d'abord ceux des grands groupes capitalistes, se trouvent au coeur du projet européen Galileo de radionavigation satellitaire, lancé voici quelques années, sur lequel était présenté un rapport durant cette session. Concurrent du GPS américain, Galileo est présenté comme devant permettre des progrès en matière de contrôle et de gestion des transports terrestres, maritimes et aériens. Mais il est déjà source de profit pour des groupes, dont Alcatel, spécialisés dans le domaine de l'espace et des télécommunications. Des profits portés à bout de bras par un financement public européen (près de deux milliards d'euros, soit treize milliards de francs, ont déjà été budgétisés). Alors que « les flux de revenus (...) tirés de tous les services fournis par

Galileo » reviendront au privé, auquel on remettra la gestion de ce programme quand il sera opérationnel, les investisseurs privés se font tirer l'oreille pour participer même faiblement à la phase finale du financement de Galileo, reconnaît le rapporteur du projet. Ils invoquent « un risque commercial », dit-il, et attendent « un signal positif des autorités politiques » de l'Europe. Autrement dit, qu'elles prennent à leur charge toutes les dépenses en leur laissant le seul souci d'en récolter les profits.

« Si les autorités européennes se gargarisent des prétendus mérites de l'initiative privée, les capitalistes, eux, ne se paient pas de mots. Ils veulent des profits assurés, sans risque, et savent pouvoir compter, pour leur offrir cela, sur les autorités tant européennes que nationales », ont déclaré les élus européens de Lutte Ouvrière en expliquant avoir voté contre ce rapport.

Celles-ci ont, malgré ses insuffisances, voté un rapport sur l'accélération de la lutte contre les principales maladies transmissibles, en raison du constat réaliste qu'il dresse de la situation catastrophique dans les pays pauvres et en raison des quelques mesures, certes limitées mais positives, qu'il propose. Affirmant qu'il est « révoltant que trois (de ces) maladies (que l'on sait soigner, et en tout cas prendre en charge) puissent tuer,

*dans les pays pauvres, cinq millions de personnes par an, et dix mille personnes par jour sur le seul continent africain et que, de surcroît, le nombre des victimes soit en augmentation, Arlette Laguiller a, en séance plénière, souligné que la cause de cette situation est simple : la fabrication des médicaments est monopolisée par les grands trusts pharmaceutiques dont la préoccupation n'est pas la santé publique mais le profit. (...) Ce serait la moindre des choses de (leur imposer de) fabriquer les médicaments concernant les maladies dont le rapport affirme qu'elles sont « négligées par l'industrie » car pas assez rentables. (Cela, sans que l'on se borne à exiger de ces trusts qu'ils réduisent leurs prix car), pour des millions de personnes dans les pays pauvres, seule la gratuité de certains médicaments, comme ceux contre le paludisme, pourrait permettre d'accéder à un minimum de soins. (...)*

*Qu'il soit dit cependant, à l'intention des défenseurs de l'économie de marché et du capitalisme, que le seul fait que cette économie soit organiquement incapable d'assurer des soins élémentaires et la nourriture quotidienne à une partie importante de l'humanité, en ce XXI<sup>e</sup> siècle disposant de possibilités scientifiques et matérielles comme jamais, la condamne irrémédiablement. »*

## La condition ouvrière se dégrade dans toute l'Europe

**Une « Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail », qui dépend de la Commission européenne, a étudié les conditions de travail en Europe au cours des dix dernières années, en interrogeant 21 500 travailleurs sur leur lieu d'activité, au cours de l'année 2000.**

Elle constate qu'au cours de cette période, au lieu de s'améliorer, les conditions de travail se sont dégradées. 47 % des travailleurs interrogés, près de la moitié, dénoncent des postures de travail « douloureuses ou pénibles ». Ils n'étaient que 43 % dix ans auparavant. Légère augmentation également du bruit intense : 27 % le dénonçaient en 1990, ils sont désormais 29 %. La manutention de charges lourdes a particulièrement augmenté, grimpa de 31 % à 37 %. Mais les travailleurs sont également 33 % à faire état de douleurs, 28 % évoquent le stress, 23 % les douleurs musculaires et autant la fatigue générale.

Le tiers des travailleurs se plaignent des tâches répétitives de plus de dix minutes et 22 % de tâches répétitives de moins d'une minute. Tous ceux-là souffrent plus que d'autres de troubles musculaires ou des articulations. 18 % exercent le quart de leur métier la nuit, 22 % sont en travail posté, tandis que

le travail du week-end ne diminue pas.

La moitié des travailleurs interrogés disent devoir respecter des délais plus rigoureux pour réaliser leur travail et être plus dépendants des exigences des clients des entreprises. En conséquence, les cadences se sont élevées et le travail s'est intensifié : les salariés estiment avoir moins de temps pour effectuer les mêmes tâches, car la réduction du temps de travail (elle est chiffrée à une heure de moins en moyenne au cours des cinq ans écoulés dans les quinze pays de l'Union européenne) ne s'est pas traduite par une baisse de la charge de travail, au point que 40 % des salariés se plaignent de ne pas disposer d'assez de temps pour aller jusqu'au bout de leurs tâches.

Les rapporteurs concluent que « la situation de la main-d'œuvre, au regard de la santé et des conditions de travail, a peu évolué » et, leur préoccupation étant évidemment de veiller d'abord aux intérêts des chefs d'entreprise, ils s'inquiètent de l'impact que ces mauvaises conditions de travail peuvent avoir sur les sacro-saintes « productivité et compétitivité réelles des entreprises ».

C'est pourtant tout le contraire qui est vrai : c'est au prix de la dégradation des conditions de vie des salariés, de la surex-

ploitation de la classe ouvrière, cette classe sociale dont les idéologues de la bourgeoisie prétendent qu'elle a disparu, qu'on a assisté à une augmentation de la productivité des entreprises, qui s'est traduite par une explosion des profits pour le patronat et les actionnaires, et par une intensification de l'exploitation pour les travailleurs, dont ce rapport n'est qu'un pâle reflet.

Car, de plus, la dégradation des conditions de travail s'est accompagnée de celle du salaire perçu. Cela s'est traduit par la multiplication des contrats précaires, au détriment des contrats à durée indéterminée, par l'envol des petits boulots, des emplois incertains, quand ce n'était pas la perte d'emploi tout court et la plongée dans la misère pour des millions de travailleurs.

Les rapporteurs de l'Union européenne suggèrent que, pour améliorer les conditions de travail, il faut désormais se donner des objectifs de « qualité ». C'est dérisoire, il faudrait bien autre chose : renverser de fond en comble le système, pour que le moteur du système ne soit plus les intérêts d'une poignée d'actionnaires, mais les intérêts de tous, et d'abord de ceux qui en sont les premières victimes : les exploités.

Jacques FONTENOY

